

Rapport d'activité 1976
Centre national d'art et de culture
Georges Pompidou

Rapport d'activité 1976

Présenter l'activité du Centre Georges Pompidou en 1976, c'est d'abord souligner la grandeur de l'œuvre accomplie. L'année passée, décrite dans les pages qui suivent, est l'aboutissement des efforts menés sans relâche depuis sept ans. Au milieu des obstacles les plus divers, face aux détracteurs de toutes sortes, le Président Robert BORDAZ et son équipe ont mené à bien une mission des plus difficiles.

Qu'un hommage leur soit ici rendu par celui qui va avoir la tâche de faire fonctionner l'incomparable instrument que l'année 1976 a permis d'ouvrir au public. Leur travail a d'ailleurs reçu sans attendre la double consécration de l'inauguration et des visiteurs.

Le 31 janvier 1977, le Président de la République, entouré de chefs d'Etat et de personnalités, est venu lui-même souligner l'événement que constituait l'ouverture du Centre. Au milieu d'une foule nombreuse, évoquant la mémoire de Georges Pompidou, Monsieur Valéry Giscard d'Estaing a montré le caractère novateur de l'œuvre accomplie, "temple" et "carrefour" de la création contemporaine.

Le flux de visiteurs qui assaille le Centre dans les semaines qui suivent l'inauguration confirme que la voie à suivre est celle qui avait été tracée.

Le premier rôle de l'établissement est, en effet, de faire tomber les barrières qui séparent le public de l'art de son temps. Par son caractère souple et polyvalent, il doit permettre au plus grand nombre d'avoir accès à des formes multiples de culture : la coexistence et la combinaison d'activités différentes (Bibliothèque, Musée, Centre de Création Industrielle, I.R.C.A.M., Théâtre, Cinéma...), les communications qui s'établiront entre chacune d'elles sont un moyen précieux et unique d'atteindre un tel résultat.

Mais le Centre Georges Pompidou ne tend pas seulement à être une porte ouverte vers l'art de son temps ; il doit aussi constituer un outil de création qu'il faut constamment développer. La culture, tel un organisme vivant qui évolue sans cesse, ne peut jamais être figée à un moment de son histoire.

Dans cette grande aventure, le Centre a un rôle important à jouer. Il collabore avec les artistes, les concepteurs, les écrivains, les cinéastes et les musiciens d'aujourd'hui. Il accueille leurs projets et

leurs œuvres. Il peut aussi leur en commander, comme il a déjà commencé à le faire. Il doit enfin favoriser chez les enfants l'épanouissement des facultés de création, préparant ainsi l'avenir.

Encore cette activité doit-elle bénéficier à la province. Le Centre a le devoir de viser plus loin que la seule région parisienne et d'irriguer tout le pays des richesses dont il est doté. Il a pour mission, non seulement de faire connaître ses propres activités, mais encore d'en susciter partout de nouvelles, d'être un catalyseur pour la création artistique et la vie culturelle dans les régions.

Le rapport d'activité qui suit montre que le bâtiment encore inachevé, on se préoccupait déjà des multiples tâches qu'imposerait le fonctionnement de l'institution, sans se douter de l'immensité du succès que le Centre allait recevoir de tous les publics.

Le Président,
Jean Millier.

Sommaire

Première partie :

Présentation du Centre National d'Art
et de Culture Georges Pompidou

Deuxième partie

La mission de construction

Troisième partie :

Un Centre d'Art et de Culture

Quatrième partie :

La gestion du Centre en 1976

Première partie : Présentation du Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou

Les structures et les missions du nouveau Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou sont définies par la Loi du 3 janvier 1975 et le décret du 27 janvier 1976.

En application de ces textes, le nouvel établissement public a été mis en place à partir du mois de septembre 1976. Jusque là, le Centre du plateau Beaubourg assurait une double mission :

- la construction du bâtiment jusqu'à son ouverture au public,
- la préfiguration, qui anticipait sur les futures activités du Centre et les préparait.

L'organisme mis en place en 1976 est un établissement public national à caractère culturel. Il a deux missions essentielles : favoriser la création et la diffuser.

Le Centre constitue une nouvelle catégorie d'établissement public. Il permet de rendre un service public avec des modes de gestion dont certains sont originaux.

Au point de vue de son organisation, le nouvel établissement public combine des principes d'autorité et de participation.

Le président du Centre a, en effet, autorité sur les espaces et les services communs. Il anime également l'ensemble culturel tout entier.

Mais en même temps, une coopération s'instaure au sein du conseil de direction qui réunit le président et les directeurs de département.

Le conseil d'orientation, consultatif, donne son avis sur le projet de budget et sur les lignes générales de l'action culturelle du Centre.

Avec l'application de ce nouveau statut, les instances administratives du Centre se sont présentées de la manière suivante :

Le Conseil de Direction

Membres du Conseil :

M. Robert Bordaz, Président du Centre,
M. Pierre Boulez, Directeur de l'I.R.C.A.M.,
M. Pontus Hulten, Directeur du M.N.A.M.,
M. Jacques Mullender, Directeur du C.C.I.,
M. Jean-Pierre Seguin, Directeur de la B.P.I.,

Assistent aux délibérations à titre consultatif :

M. Joanny Tamin, Agent Comptable,
M. Jean-Louis Berthet, Commissaire du Gouvernement
M. Pierre Marty, Contrôleur Financier.

Sont invités en permanence :

M. Claude Mollard, Secrétaire Général à la Coordination,
M. Jean-Pierre Bardos, Conseiller Culturel et Scientifique

Le Conseil d'Orientation :

Président

M. Jean de Bagnaux, Sénateur

Représentants de l'Assemblée Nationale :

M. Jean Bichat, Député
M. Charles Josselin, Député
M. Aymeric Simon-Lorière, Député

Représentants du Sénat :

M. Jean de Bagnaux, Sénateur
M. Jacques Carat, Sénateur
M. Maurice Schumann, Sénateur

Représentant du Conseil de Paris :

M. Pierre-Charles Krieg, Député Conseiller de Paris

Représentant du Conseil Régional de l'Île de France :

Madame Monique Garnier-Lançon,
Vice-Président de la Commission des Affaires Culturelles
du Conseil de Paris

Représentant du Secrétaire d'État à la Culture :

M. Jean Castarede, Directeur de l'Administration Générale.
M. de Margerie, Directeur des Musées de France,
M. Jean Maheu,
Directeur de la Musique, de l'Art Lyrique et de la Danse,
M. Jean-Claude Groshens, Directeur du Livre,
M. Christian Pattyn,
Directeur Régional des Affaires Culturelles pour l'Île-de-France,

Représentant du Ministre de l'Éducation :

M. Michel Denieul, Directeur du Cabinet,

Représentant du Secrétaire d'État aux Universités :

M. Georges Le Rider, Administrateur Général, Biblio Nationale.

Représentant du Ministre de l'Industrie et de la recherche :

M. Roland Morin,
Délégué Général Adjoint à la Recherche Scientifique et Technique,

Personnalités désignées par le

Secrétaire d'État à la Culture :

M^{me} Hélène Ahrweiler, Président de l'Université de Paris I,
M. Maurice Aicardi, Président de la Commission
Interministérielle pour la conservation du patrimoine
artistique national,
M. Henri Domerg, Inspecteur Général de l'Instruction Publique
et de l'Enseignement Technique,
M. Alex Grall, Président Directeur Général de la
Librairie A. Fayard.
M. Jean-François Jaeger, Directeur de la Galerie Jeanne Bucher,
M. Jean Prouvé,
Constructeur, Président du Cercle d'Études Architecturales,
M. Jean-François Revel, Journaliste,
M. Jean Riboud,
Président-Directeur Général de la Société Schlumberger.

Représentants du personnel du Centre :

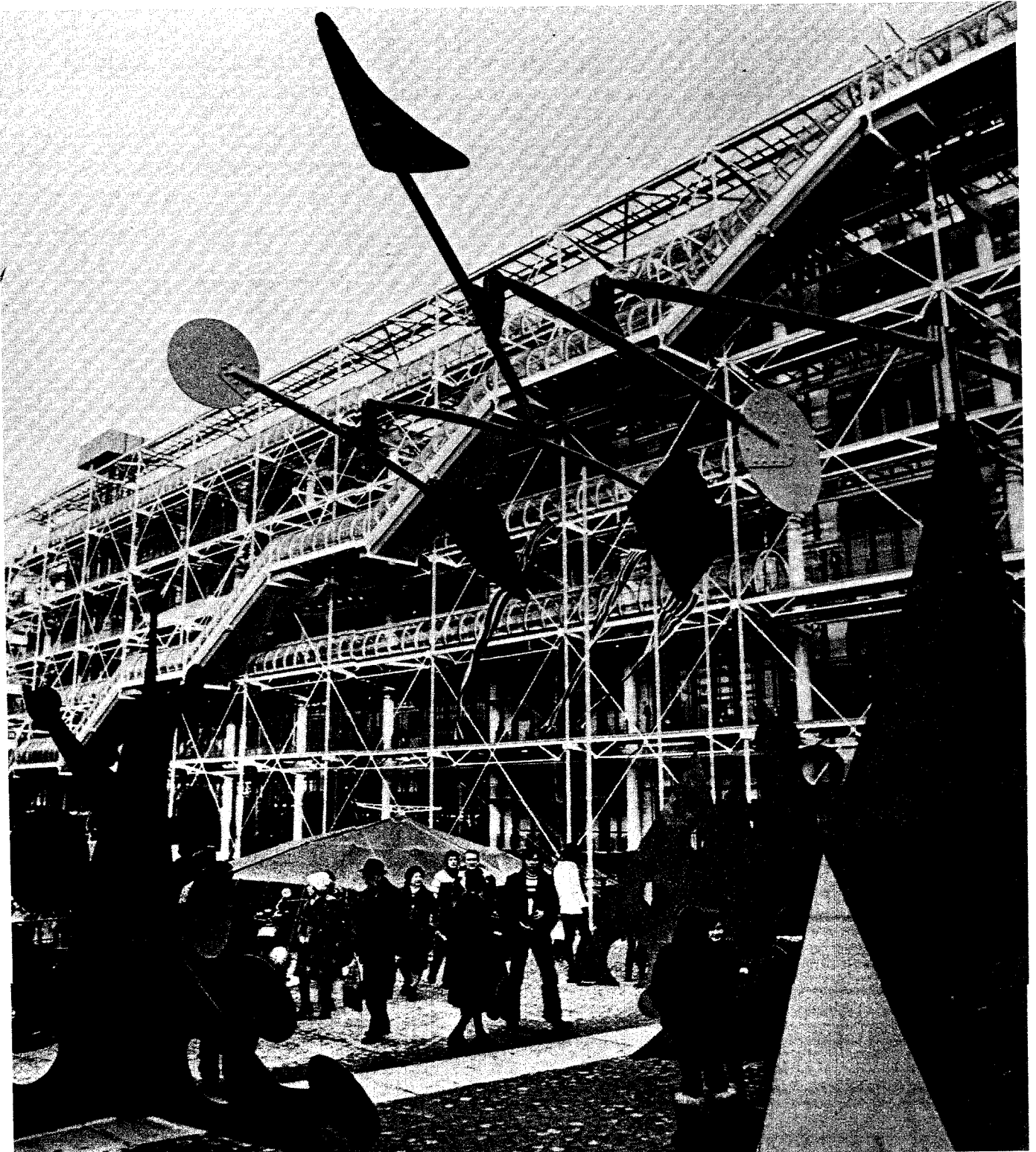
M. Patrick Augustin
M^{me} Antonietta Saïko
M^{me} Francine Stalport

Assistent aux séances avec voix consultative :

M. Robert Bordaz, Président du Centre,
M. Jean-Louis Berthet, Commissaire du Gouvernement,
M. Pierre Marty, Contrôleur Financier,
M. Joanny Tamin, Agent Comptable du Centre.

Sont invités en permanence :

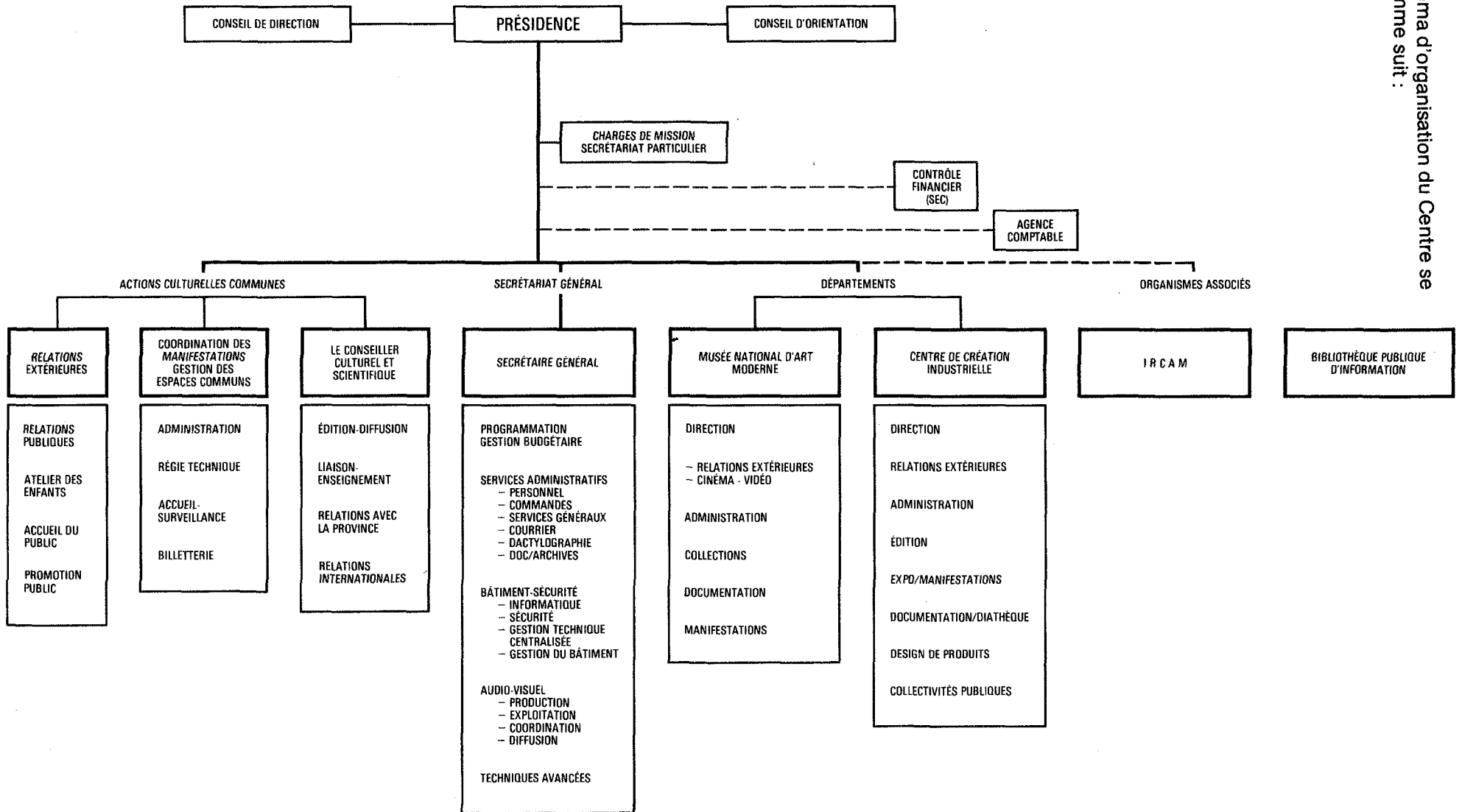
M. Pierre Boulez, Directeur de l'I.R.C.A.M.,
M. Pontus Hulten, Directeur du M.N.A.M.,
M. Jacques Mullender, Directeur du C.C.I.,
M. Jean-Pierre Seguin, Directeur de la B.P.I.,
M. Claude Mollard, Secrétaire Général du Centre.
M. Jean-Pierre Bardos, Conseiller Culturel et Scientifique.



Le bâtiment vu de la place. — Photo : Jean Philippe REVERDOT

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES POMPIDOU

Le schéma d'organisation du Centre se présente comme suit :



Deuxième partie

La mission de construction en 1976

Selon le plan des travaux établi le 31 juillet 1972, le bâtiment principal devait être achevé le 1^{er} avril 1976 et être ouvert à la fin du mois de mai. C'est donc avec un léger retard qu'il a été prêt pour accueillir le public. Les responsables de la construction se sont heurtés aux très grandes difficultés qui se sont présentées notamment pour la charpente métallique et pour la mise au point des dispositifs de protection contre l'incendie, auxquelles se sont ajoutés d'inévitables incidents dus aux circonstances.

Le caractère tout à fait nouveau de certaines techniques de construction explique les difficultés. Pour la charpente métallique, l'emploi de l'acier moulé, qui a permis de donner à cette charpente un modelé et une légèreté remarquables a impliqué la mise au point, avec le concours de laboratoires hautement spécialisés, de technologies absolument nouvelles. En ce qui concerne la sécurité, de très nombreuses réunions avec les services officiels compétents, jalonnées d'essais successifs, ont été nécessaires durant près de trois ans pour parvenir à définir les conditions d'une très grande sécurité.

Quant au bâtiment de l'IRCAM, il sera terminé pour le mois de juillet 1977. En exécution de la décision prise en conseil restreint, en août 1974, le projet a dû être repris et son importance réduite afin que son coût n'excède pas les limites de l'enveloppe financière allouée.

Les opérations de construction

Le déroulement des opérations pendant l'année 1976 a été le suivant :

1 Bâtiment principal

La mise au point des dispositifs de sécurité a été poursuivie et achevée, en liaison avec les divers organismes de sécurité.

36 marchés représentant essentiellement l'aménagement de la salle polyvalente, les escalators, des équipements spécifiques, des équipements de sécurité, l'étanchéité du bâtiment, ses finitions et les peintures ont été lancés et exécutés.

2 IRCAM

Les entreprises ont été choisies pour une dizaine de lots techniques concernant les

aménagements acoustiques, le toit de verre, les ascenseurs, la protection contre l'incendie, l'aménagement de la grande salle.

En même temps, l'année 1976 a vu la mise au point, avec les organismes de sécurité, de la totalité des dispositifs de protection, particulièrement contre l'incendie. C'est ainsi qu'a été installé un système de détection qui commande automatiquement le déverrouillage des issues de secours.

3 Environnement

L'année 1976 a été également celle des aménagements et du remodelage des alentours du Centre Georges Pompidou.

Le projet

La décision d'améliorer le voisinage du plateau Beaubourg remonte au mois de mai 1972, date du conseil restreint tenu sous la présidence de Georges Pompidou qui fixa les grands principes d'organisation du Centre. Un second conseil, en décembre 1973 confia au Préfet de Paris mission de proposer au conseil de Paris un programme en collaboration de maîtrise d'ouvrage avec l'établissement public.

Les études menées par le Centre ont dégagé trois objectifs :

- assurer, par le traitement du sol, la liaison entre les façades anciennes du quartier et l'architecture contemporaine du nouveau bâtiment ;
- permettre aux piétons d'accéder facilement au Centre à partir des transports en commun ;
- réaliser dans la rue des manifestations et une animation culturelle.

Il s'agissait au total de réaliser la première véritable zone piétonne de Paris.

La convention

Sur ces bases une convention d'aménagement des abords du plateau Beaubourg fut signée le 18 décembre 1975, en présence de la Société d'Économie Mixte d'Aménagement de Rénovation et de Restauration du secteur des Halles (SEMAH), entre la ville et le Centre.

Cette convention prévoit l'aménagement complet d'un plateau piétonnier défini par l'espace compris entre les rues suivantes :

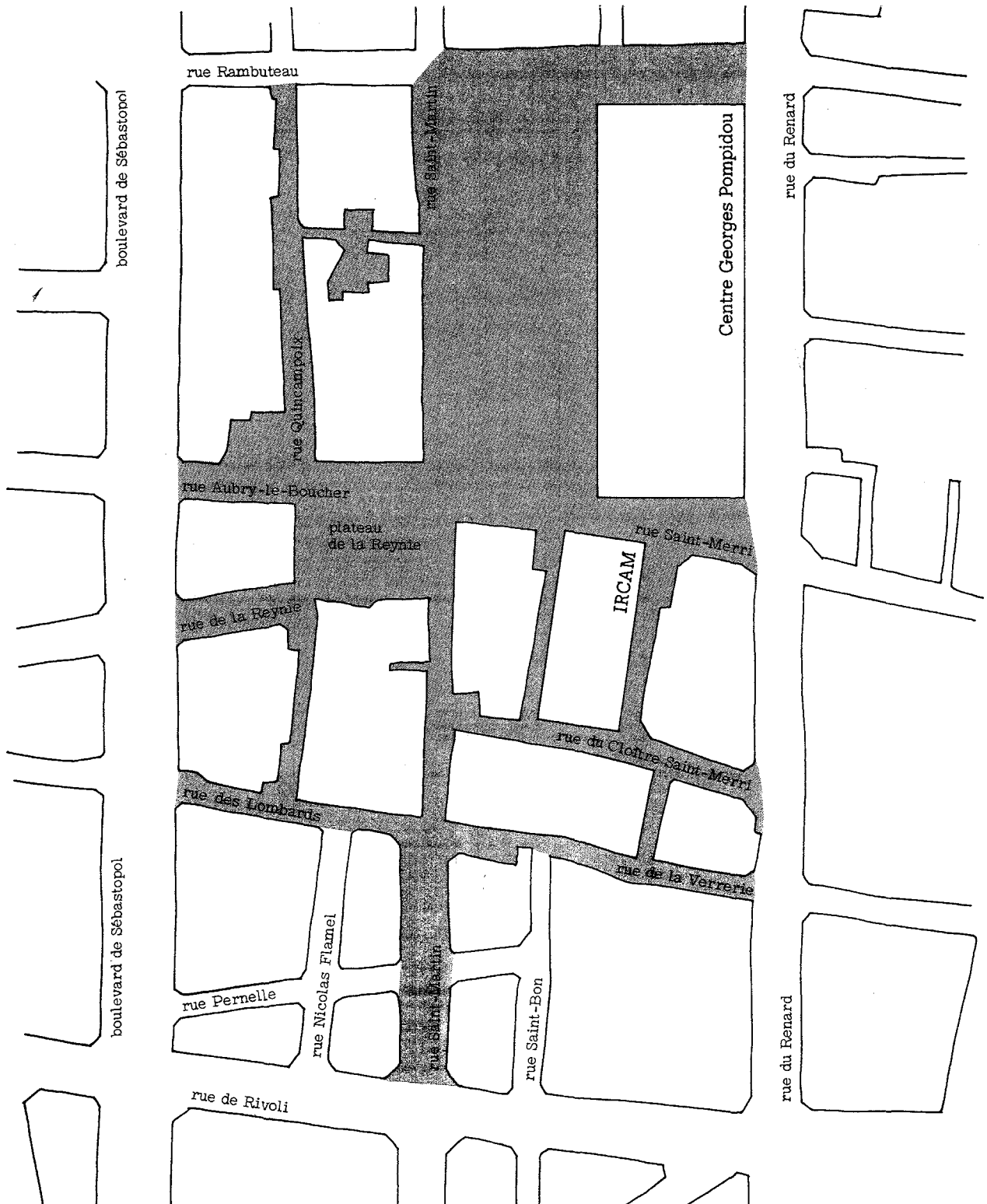
- rue Rambuteau au Nord,
- rue du Renard à l'Est,
- rue Saint-Martin à l'Ouest,
- rue du Cloître Saint-Merri au Sud.

En outre, le plateau la Reynie, la rue de Venise et la rue Saint-Martin (de la rue du Cloître Saint-Merri à la rue de Rivoli) sont compris dans le champ d'application de la convention.

Les travaux

Les travaux prévus par la convention ont été menés à bien en 1976 et étaient terminés au moment de l'inauguration du Centre.

Le quartier piétonnier du plateau Beaubourg.



Ils concernaient :

- le ravalement des façades et le traitement des murs-pignons,
- l'aménagement d'espaces à dominante verte (plateau de la Reynie, rue Saint-Martin, rue Rambuteau). Des arbres de haute tige ont été plantés dans un sol en terre stabilisée.
- l'aménagement des voies réservées aux piétons : les trottoirs ont été supprimés, les sols pavés, le mobilier urbain installé.

Le résultat est le suivant : 1.700 mètres de voie ont été réservés aux piétons ; avec la place (8.000 m²) et la dalle de l'IRCAM (3.000 m²), l'ensemble piétonnier du plateau Beaubourg représente 32.500 m², le coût est de 6.350.000 F dont 3.100.000 F à la charge du budget du Centre.

D'autre part, le Centre s'est également attaché à la rénovation de certains immeubles.

Il a acquis auprès de la SEMAH l'ensemble situé entre la rue Saint-Martin, la rue de Venise et la rue Quincampoix,

dénommé "Îlot de Venise", dont la rénovation a été confiée à une société d'économie mixte, la SERGACEB, filiale à 65 % de l'établissement public et dont les autres actionnaires sont la Caisse des Dépôts et Consignation, la Société Centrale pour l'Équipement du Territoire et la Chambre de Commerce de Paris. Deux immeubles doivent être édifiés. Le programme des travaux, déjà bien engagé, prévoit :

- La réhabilitation de la façade de la rue Saint-Martin,
- L'affectation d'une superficie de 800 m² à des locaux d'habitation,
- Un ensemble de 1.000 m² pour lequel l'Etat Belge a pris un engagement d'achat. Il prévoit de les affecter à un Centre Culturel Belge d'expression française.
- 1.400 m² de logements destinés à la vente.

Bilan financier des opérations.

Le tableau ci-dessous récapitule la masse globale des crédits d'équipement dont dispose l'établissement public :

Budget d'investissement du CNAC Georges Pompidou en MF.

	Enveloppe	Marge	Révision de Prix	Total francs courants
I ENVELOPPE CONSEIL RESTREINT				
1) Centre Georges Pompidou	540,6	39,09	202,29	781,98
Acquisitions foncières	85,1	—	—	85,1
Coût d'objectif définitif et équipements	391,4	39,09	196,89	627,38
Assurances	6,7	—	0,9	7,6
Maîtrise de chantier	4,5	—	0,9	5,4
Honoraires	30,7	—	2,2	32,9
Environnement	2,0	—	—	2,0
Etudes du maître d'œuvre	20,2	—	1,4	21,6
2) IRCAM	59,2	3,94	25,44	88,58
3) Complexe Saint-Merri	28,1	—	—	28,1
4) Divers	20,3	—	2,9	23,20
Tunnel Berger	12,3	—	1,8	14,1
Opérations diverses	4,2	—	—	4,2
Acquisitions foncières	3,8	—	1,1	4,9
Total	648,2	43,03	230,63	921,86
II				
Autres enveloppes				
1) Préfiguration	11,0	—	4	15
2) Plateau Piéton	9,0	—	4,16	13,16
3) Sécurité	21,5	—	11,85	33,35
Total général	689,7	43,03	250,64	983,37

Aux crédits ouverts en francs de valeur janvier 1973 (689,7 MF + 43,03 MF de marge), on doit ajouter une estimation de révisions de prix (250,64 MF) qui implique un coût total en francs courants de 983,37 MF.

Conformément à la réforme de l'ingénierie, le maître d'œuvre est engagé sur un "coût d'objectif définitif" (C.O.D.), assorti d'une marge de 12 %. Les dépenses effectuées en 1976 se répartissent en trois grands chapitres :

le bâtiment principal :

Le coût final reste à l'intérieur de la marge prescrite de 12 %. En janvier 1976, le dépassement du C.O.D. était de 8,8 %. A la fin de l'année, cet indice s'établit à 11,5 %.

Les dépenses engagées en 1976, qui correspondent dans l'ensemble à de petits marchés de finition, s'élèvent à 12.800.000 F.

L'IRCAM :

L'année 1976 aura été importante pour la réalisation de l'IRCAM. La plupart des marchés ont en effet été passés au cours de cette année. Ils s'élèvent à 22.400.000 F. A la fin de l'année, la provision budgétaire constituée pour les travaux du C.O.D. de de l'IRCAM (également assortie d'une marge de 12 % était engagée à 97 %.

moyens d'équipements spécifiques :

Les principaux marchés conclus en 1976 dans ce chapitre s'élèvent à 4 millions de francs. Ils concernent essentiellement le forum et la salle polyvalente. Dans le cas de ces équipements, aucune marge n'est associée aux budgets définis. Les dépenses restent inscrites dans la limite des crédits prévus.

L'équipement du Centre

Au cours de l'année 1976, l'équipement du Centre a porté essentiellement sur les points suivants :

- l'équipement audio-visuel
- la signalétique
- le mobilier
- la gestion technique centralisée

1 L'équipement audio-visuel.

La mise en place des futurs moyens du service audio-visuel concerne, sur le plan technique :

- les installations et les équipements
- la préparation des activités futures
- les études spéciales.

Installations et équipements :

Toutes les études d'équipement ont été achevées au cours de l'année 1976, certaines d'entre elles s'étant poursuivies jusqu'en novembre,

en raison notamment de leur grande complexité. Cependant le service audio-visuel a pu passer l'essentiel des commandes d'équipement, soit environ vingt marchés importants.

Les installations de télévision, de sonorisation, de cinéma et de salles de spectacles, ainsi que les équipements des utilisateurs ont été complètement installés en 1976.

Les équipements propres aux services devaient être entièrement en place au mois de février 1977, ceux du studio-son, pour lesquels les délais de livraison sont très longs, et ceux du laboratoire photographique couleurs, actuellement en attente d'un nouveau procédé technique, seront mis en route au cours de l'année 1977.

L'ensemble des équipements et installations de 1976 a fait l'objet de réceptions, vérifications, contrôles, essais et mise en route qui ont été satisfaisants et ont montré la qualité des études faites et des acquisitions.

Les équipements mobiles ont fait l'objet d'un inventaire général. Une codification et une tenue des stocks par ordinateur est en cours d'études.

Préparation des activités futures :

Ont été préparés en 1976 :

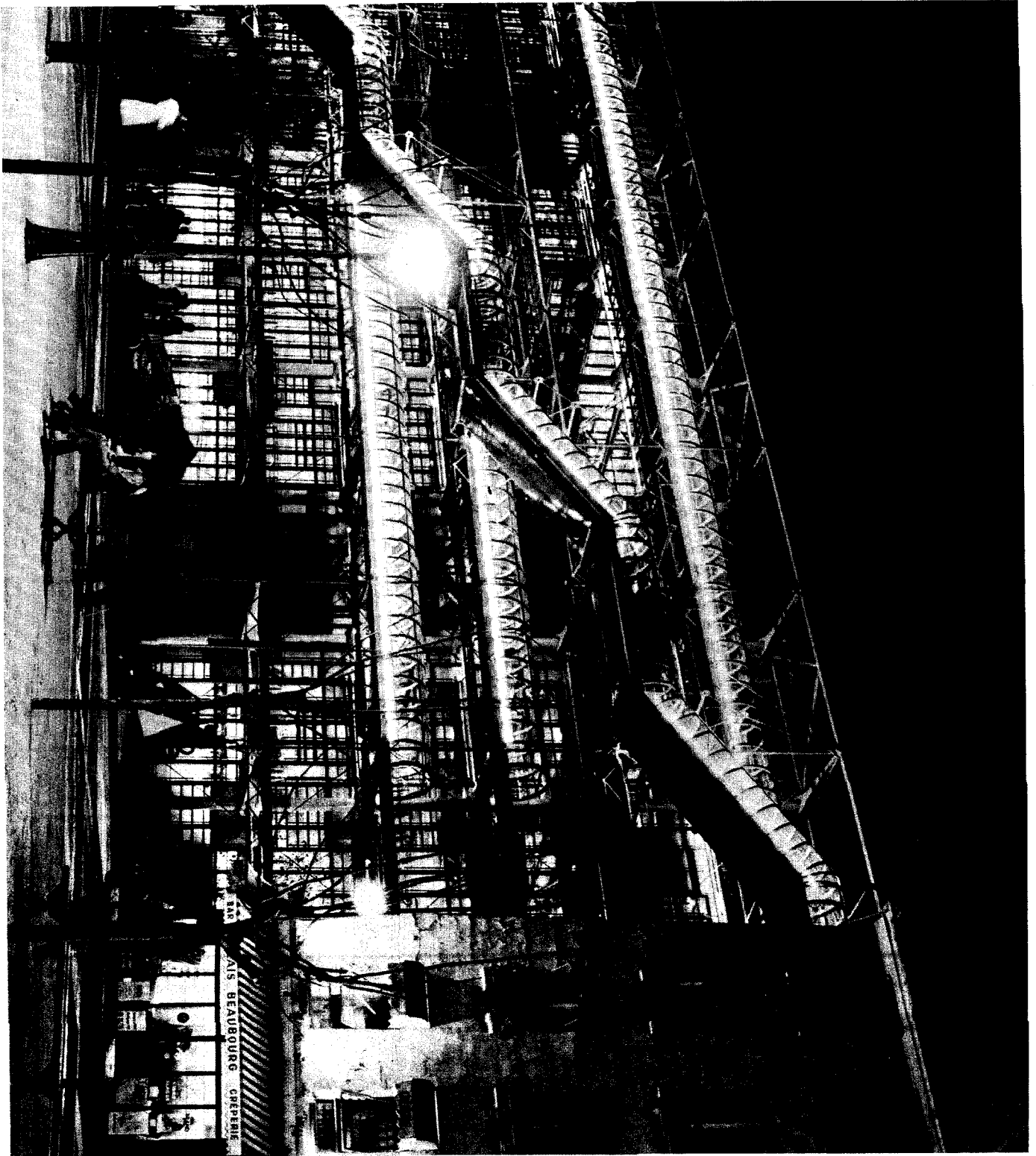
- les contrats d'entretien nécessaires pour les années à venir.
- la politique de répartition et d'utilisation des équipements acquis.
- la politique d'amélioration et le plan d'équipement de 2^e phase pour 1977.
- la politique de formation du personnel sur les équipements sophistiqués.

Études spéciales:

Le service Audio-visuel a mené à bien plusieurs projets d'études (transmission directe par satellite, liaison avec les chaînes nationales de télédiffusion, étude des langues par la télévision...).

L'ensemble des activités d'études et d'équipements du service audio-visuel depuis 4 ans est ainsi terminé et constitue un apport important de connaissances.

Un rapport complet décrivant les problèmes posés et les solutions adoptées et comportant une partie descriptive historique sur cette opération en général est en préparation. Il pourra être diffusé dans le courant de 1977.



La façade principale du bâtiment vue du Plateau de la Reynie. — Photo : Jean Philippe REVERDOT

2 La signalétique

La notion de signalétique du Centre a évolué et s'est élargie dans la pratique au cours de cette année. Elle a retrouvé sa vraie signification qui englobe à la fois la signalisation proprement dite et les supports de communication visuelle, de quelque nature qu'ils soient (affiches, badges, billets etc...).

1976 a vu l'achèvement de la mission des intervenants extérieurs et sa prise en main par une équipe du Centre.

Signalisation

Les principes généraux en ont été définis antérieurement par l'équipe VDA (Jean Widmer/Ernest Hiestand) : mise en place de panneaux d'orientation en tôle laquée, suspendus par câbles tendus entre le sol et le plafond, peints aux couleurs respectives des départements, portant un texte sérigraphié verticalement, le long du bord gauche des panneaux.

Il était indispensable que cette signalisation fût mise en place pour l'ouverture du Centre au public. C'est pourquoi, au cours de l'année 1976, la phase de conception a cédé la place à la phase de réalisation du projet.

Un atelier de sérigraphie a réalisé les typons des textes et appellations. Puis les panneaux ont été confiés à l'impression et mis en place dans les espaces.

Image de marque graphique

Elle reprend les grands principes de la signalisation (écriture verticale, alphabet, couleurs) complétés cette année par la création d'un "logo", véritable "marque de fabrique" du Centre, représentée par un tracé schématique du bâtiment.



Les services ont commencé à appliquer ces principes à différents documents. Deux graphistes assurent au Centre la mise en pratique de cette image de marque et constituent la "cellule de coordination graphique". Leur tâche consiste soit à conseiller des artistes extérieurs intervenant pour des manifestations du Centre, soit à exécuter directement les maquettes des documents et à en suivre l'impression.

3 Le mobilier

L'année 1976 a été celle de l'installation des services communs et des utilisateurs dans le bâtiment. Cela a nécessité l'acquisition d'un ensemble très important de mobilier.

L'équipement du Centre de ce point de vue a été divisé en 40 sous-ensembles qui comprennent des centaines d'objets du petit mobilier à la "cinakothèque" de 14 tonnes qui permet à la fois le

stockage dense et la présentation au public des peintures du Musée. Au total, le projet concernait 50.000 objets, représentant un budget de 14 millions de francs (janvier 1973) soit 22 millions de francs courants.

Les études ont été menées par des équipes composées d'architectes appartenant à la Société Piano et Rogers et d'architectes designers recrutés par le Centre. Leur mission était double.

L'une avait pour but d'aménager l'espace et se préoccupait de la cohérence du mobilier avec l'architecture du bâtiment.

L'autre concernait la réalisation : passation des marchés, suivi des fabrications, réception, montage et implantation des meubles.

Un certain nombre de marchés importants ont été étudiés et passés en 1976.

Les plus importants concernaient les lots suivants : tables, sièges de bureaux, cloisonnettes, vestiaires, rangements spéciaux, cinakothèques, armoires, gradins, socles, vitrines, présentoirs, rayonnages, rangements généraux, matériel de laboratoire et d'atelier.

4 La gestion technique centralisée (g.t.c.)

Parmi les innovations qu'a entraînées la création du Centre Georges Pompidou, la gestion technique centralisée apparaît comme une des démarches les plus originales.

La g.t.c. permet de commander à distance toutes les installations nécessaires à la vie et au fonctionnement du bâtiment. L'ordinateur joue plusieurs rôles dans cette installation :

- il décele les anomalies ;
- il interprète l'origine de l'avarie et en informe le surveillant technique ;
- il exécute l'ordre en retour émis par le surveillant.

La g.t.c. surveille 5700 points qui se répartissent ainsi :

— mesures physiques	500
— commandes	1 100
— alarmes	3 100
— états de fonctionnement	1 000

L'activité du service au cours de 1976 a d'abord concerné la mise au point définitive des tâches spécifiques, telles que l'envoi des

commandes groupées et la lecture simultanée des groupes d'information.

Parallèlement à la pose des câbles sur le chantier, une dernière mise au point des listes de fonctions à centraliser a été faite. La mise en service du simulateur de caisson de climatisation a permis de vérifier l'enchaînement logique des tâches en temps réel.

Durant le 2^{ème} semestre, il a été procédé au transfert du système informatique et de scrutation dans la salle de contrôle à son emplacement définitif.

A la fin de 1976, l'ensemble du logiciel était opérationnel. Il ne restait plus à entreprendre que la vérification détaillée de l'installation.

En ce qui concerne les microfiches (schémas des installations et consignes d'action), plus des deux tiers des originaux ont été réalisés.

Outre la mise au point de la gestion technique centralisée, le service a poursuivi trois autres activités :

- billetterie : c'est en 1976 qu'a eu lieu la réception techniques des tourniquets et des équipements de distribution.
 - sécurité : le service a assuré l'étude et la définition de l'électro-verrouillage des issues de secours, selon un système asservi à la détection incendie (Cetexel).
 - diatope de Xénakis : les marchés relatifs à quatre lots ont été attribués à la suite d'un appel d'offres.
- A la fin de 1976, 65 % du matériel était fabriqué.

Parallèlement au suivi technique du Diatope, il a été procédé au calcul des charges et des recettes du spectacle en fonction de l'évolution des projets d'exploitation (prolongement du spectacle sur la place, itinérance en province).

Troisième partie

Un centre d'art et de culture

L'établissement public a été conduit très tôt, alors que le bâtiment était encore en construction, à prévoir et préparer l'activité des différents départements.

Cette mission de "préfiguration" est devenue essentielle au cours de cette année. C'est en effet en 1976 que services communs et utilisateurs sont venus s'installer au Centre et y ont préparé l'inauguration et l'ouverture au public. De ce fait, l'activité du Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou s'est tournée de plus en plus vers l'extérieur.

Cette action culturelle va être examinée dans l'ordre suivant :

1. Le Musée National d'Art Moderne ;
2. Le Centre de Création Industrielle ;
3. La Bibliothèque Publique d'Information ;
4. L'Institut de Recherche et de Coordination Acoustique - Musique.
5. Action vers le public des Services Communs.

I. Le Musée National d'Art Moderne

Le Musée est l'un des deux départements du Centre Georges Pompidou. Il regroupe des missions et des organismes auparavant distincts : le Centre National d'Art Contemporain, le Musée National d'Art Moderne et la Documentation Spécialisée, constituée par le rassemblement des fonds documentaires du C.N.A.C. et de l'ancien Musée. C'est en 1976 qu'il est venu s'installer dans ses nouveaux locaux. Il y dispose de 16.550 m², répartis sur quatre niveaux : les galeries expérimentales au rez-de-chaussée ; l'administration, la documentation et le cabinet d'art graphique au 2^{ème} étage ; les collections permanentes qui couvrent 12.190 m² aux 3^{ème} et 4^{ème} étages.

Trois secteurs composent le Musée :

- les collections
- les expositions et manifestations
- la documentation

Les collections

De ce point de vue, l'année écoulée a été dominée par l'installation du Musée au Centre. Le service des collections a poursuivi cependant ses missions, en particulier l'acquisition des œuvres et l'animation pédagogique.

Le déménagement du Musée supposait au préalable l'étude, sur plan, de la future mise en place au Centre. Cette étude s'est fondée sur les conceptions muséographiques de Monsieur Pontus Hulten, le Directeur du Musée.

Un nouveau Musée :

Deux idées maîtresses ont présidé à l'installation des collections au Centre : faire du Musée un lieu ouvert et changeant où le visiteur peut se diriger en fonction de ses goûts, tout en respectant et en soulignant la succession des œuvres dans le temps.

Le premier principe a conduit à regrouper les œuvres dans des espaces différemment organisés. Les pièces maîtresses disposent de vastes places ouvertes qui les mettent en valeur et donnent du recul au spectateur.

Les autres peintures sont installées dans des zones plus petites, en partie fermées et au dessus desquelles un voile blanc est tendu pour abaisser le plafond. On restitue ainsi aux œuvres le cadre même pour lequel elles ont été conçues.

Cette organisation de l'espace n'est pas figée. Elle repose sur l'utilisation de cimaises mobiles qui seront déplacées en fonction du déroulement des expositions temporaires ou de l'évolution des collections.

Par ailleurs, on a cherché à présenter les œuvres dans l'ordre de leur succession chronologique. Plusieurs résultats sont attendus de cette organisation :

- rendre plus intelligible l'art contemporain aux non-initiés qui viendront au Centre ;
- souligner, lorsque les collections le permettent, l'évolution dans le temps des principaux maîtres du XX^e siècle ;
- mettre en évidence, dans ce déroulement, les influences réciproques qui lient entre eux les créateurs.

Les problèmes posés par la mise en pratique de ces principes ont été nombreux. Un des plus graves était lié aux lacunes des collections nationales qui, si elles n'étaient pas comblées, risquaient d'enlever toute signification à la présentation chronologique.

Face à cette situation, le Musée a acquis des œuvres, mais il a également imaginé des solutions originales. En particulier, il a inauguré une politique d'emprunts à long terme, (la durée du prêt pouvant aller jusqu'à trois ans), destinés aux collections permanentes - et non, comme il est d'usage, à des expositions temporaires.

Le Musée a pu ainsi obtenir près de cent œuvres importantes, tant auprès de collectionneurs privés que de grands musées étrangers. De la sorte, il peut présenter à ses visiteurs une des collections les plus riches du monde.

L'objectif est de développer et d'institutionnaliser cette procédure. A cet effet, l'année 1976 a été consacrée à la mise



Une des terrasses du Musée. — Photo : Béatrice HATALA.

au point d'un projet de convention entre le Centre Georges Pompidou et le Ministère de la Culture d'URSS. Aux termes de ce contrat, qui devait être signé en 1977, les deux parties se prêteront mutuellement pour un an dix œuvres de leurs collections. L'originalité de cette convention réside à la fois dans la durée du prêt réciproque et dans son objet, qui est de combler les lacunes des collections permanentes.

Le transport

A partir des plans ainsi préétablis, il a été possible d'assurer le transport des œuvres. Il a fallu répartir les peintures et les sculptures en lots, de façon à ce que l'ordre de déménagement corresponde à l'ordre d'accrochage et de mise en place.

Parallèlement, il a été procédé à un appel d'offres afin de choisir les entreprises chargées du transport. Le choix s'est porté sur deux sociétés spécialisées dans la manutention des œuvres d'art. Ce choix s'est révélé justifié dans la mesure où le nombre et la gravité des dommages dus au déménagement sont négligeables.

Le transport proprement dit a été effectué pendant le mois de janvier 1977, en trois périodes seulement de deux, trois et quatre jours.

De la sorte, le Musée était prêt à accueillir le public, comme prévu, le jour de l'inauguration.

Acquisitions et donations

Depuis qu'il a été intégré dans le Centre Georges Pompidou, le Musée a poursuivi une politique d'acquisitions qui a pour principaux objectifs :

- combler les lacunes de la collection ;
- susciter des donations importantes, (Kandinsky) ;
- saisir les occasions exceptionnelles qui se présentent au moment des expositions ou à la faveur du contrôle en douane ;
- développer le caractère international de la collection ;
- constituer un cabinet d'art graphique (dessins, photographies, estampes) ;
- développer le caractère contemporain de la collection.

Ainsi depuis décembre 1975, le Musée, après l'avis d'une Commission spéciale présidée par M. Pontus Hulten, a acquis les œuvres de 55 artistes, dont 34 sont français, (Dubuffet, Helion, R. Delaunay, M. Duchamp, Duchamp Villon, Matisse, Tal Coat, etc...) ; mais où se trouvent également des américains, (Dine, Johns, Tobey, Beuys...), des Russes (Gontcharova, Larionov), des Italiens.

Par ailleurs, le Musée a reçu des donations importantes : 82 œuvres de 11 artistes différents sont ainsi venues enrichir ses collections en 1976. Il faut particulièrement souligner la très importante donation faite par Madame Nina Kandinsky : quinze tableaux et quinze aquarelles choisis par elle pour scander chaque moment de l'évolution du peintre de 1908 à 1942. La fameuse première aquarelle abstraite de 1910, étape essentielle de l'évolution de l'art du 20^e siècle, figure parmi les 15 aquarelles et gouaches qui accompagnent cet ensemble majeur de peintures de Kandinsky.

Pédagogie

Le service des collections met particulièrement l'accent sur l'action pédagogique, confiée à une cellule spéciale. Celle-ci organise des animations, essentiellement

destinées au public scolaire. Assurées par des chercheurs, des plasticiens ou des artistes, elles se proposent d'apprendre à regarder l'art moderne et contemporain. Chaque moment de l'art du XX^e siècle peut faire l'objet d'une animation.

Elle réalise également des documents destinés à la visite des collections, des présentations didactiques organisées autour d'un thème, des montages vidéo sur les artistes.

Dans le domaine audiovisuel, deux expériences ont été réalisées :

- un montage muet sur Mondrian, placé à l'entrée de la salle "Abstraction Géométrique",
- une vidéo de quatre minutes sur Matisse.

La cellule a dû arrêter une partie de ses activités au mois de juin 1976, à cause du transfert du Musée. Jusqu'à cette date, 31 animateurs ont assuré 250 animations gratuites.

La cellule a également organisé deux expositions thématiques au cours de 1976. La première, intitulée : "Portraits et Masques", (mars-avril), était destinée aux enfants. Elle a été l'occasion de nombreuses animations. La seconde présentation, "Assemblage", a donné lieu à une collaboration entre le Musée et l'U.E.R. d'Arts Plastiques de Paris I.

Les étudiants ont effectué un travail de recherches sur quelques œuvres du Musée, ce qui a enrichi le dossier des œuvres pour la Documentation du Musée. Puis l'exposition sur le thème "Assemblage" a été réalisée en commun.

Enfin, cette cellule a préparé et établi des fiches pédagogiques qui seront présentées sous forme de documents plastifiés. Les documents réunis dans une pochette-dossier, seront vendus ou envoyés gratuitement aux écoles.

Expositions et manifestations.

Nettement moins important que les années précédentes, le programme d'expositions doit sa réduction à l'arrêt des activités dans les locaux de la rue Berryer (C.N.A.C.) à partir de juillet 1976 et à la fermeture du bâtiment de l'avenue du Président-Wilson en septembre 1976.

Le Musée a pu cependant organiser des expositions temporaires, des expositions itinérantes et plusieurs animations, tout en préparant les manifestations inaugurales.

Expositions temporaires

A l'exception d' "Une Histoire du Cinéma" (Kubelka) présentée en même temps au CNAC et à la Cinémathèque en janvier-février, toutes les expositions présentaient individuellement des artistes. Il s'agissait :

de rétrospectives

- Courtin au C.N.A.C.
- Picabia et Tal Coat au Grand-Palais
- Hantai et Sonia Delaunay au M.N.A.M.

de séries d'œuvres inédites.

- les empreintes de Recalti au C.N.A.C.

d'expositions conçues par un artiste en fonction d'un lieu.

- Raymond Hains au C.N.A.C.

Chacune de ces expositions a donné lieu à l'édition d'un catalogue et d'une affiche.

Expositions itinérantes

Les 21 expositions itinérantes créées en 1975 ont été présentées cette année dans 141 lieux, dont 6 à l'étranger.

Dans un souci de diversification, les 9 expositions itinérantes organisées en 1976 ont abordé les moyens d'expression suivants :

- cinéma ("Cinéma Dadaïste et Surréaliste") ;
- photo ("Boubat" et "3 jeunes photographes") ;
- dessin ("Topor") et dessin d'humour ("Drôle de Solitude", en collaboration avec le C.C.I.) ;
- peinture, sculpture et estampes ;

En outre, après avoir été présentée dans les locaux de la rue Berryer, l'exposition Maiakowsky a circulé dans huit villes de France.

Enfin, une exposition collective de six artistes a été conçue avec le concours du ministère des affaires étrangères pour circuler dans des universités américaines à l'occasion du Bicentenaire. Elle sera reprise en 1977 à Montréal, Oslo et Bergen.

Animations

Plusieurs animations se sont déroulées en 1976 à l'occasion des expositions "Sonia Delaunay", "Picabia" et "Recalcati". Elles se sont déroulées sous forme de débats, d'ateliers ou de vidéos.

D'autres animations ont eu lieu également en province, à Rouen et à Orléans.

Enfin, le service des manifestations a organisé un stage de formation d'une semaine pour les animateurs des clubs Léo Lagrange, sous le titre "Le Centre Georges Pompidou et l'activité artistique".

Préparation de l'inauguration

Au cours de l'année 1976, le Musée National d'Art Moderne a préparé les quatre expositions temporaires qui devaient être installées dans les Galeries du Centre en janvier 1977 en prévision de l'inauguration.

La rétrospective Marcel Duchamp regroupe pour la première fois en France près de 200 œuvres de l'artiste.

Dans les galeries contemporaines du rez-de-chaussée ont été prévues trois expositions : "A propos de Nice", dans laquelle Ben présente l'essentiel de la création artistique dans cette ville depuis 1947 ; "Gerhard Richter" ; enfin, une exposition présentant les œuvres de quatre jeunes artistes islandais.

La documentation.

La documentation réunit et met à la disposition du public du Centre un ensemble d'informations et de documents relatifs à l'histoire de l'art au XX^e siècle et aux développements de l'art contemporain, aussi bien en France qu'à l'étranger, quel que soit le support de cette information (imprimé, microfilm, photo, vidéo).

En 1976, ce service a préparé, puis réalisé son

installation dans les locaux du Centre.

La fusion des fonds de la Bibliothèque du Musée National d'Art Moderne et de la Documentation du Centre National d'Art Contemporain, commencée en Janvier 1974 a été pratiquement achevée. Cet ensemble représente environ : 18 000 livres, 43 000 catalogues, 1 300 titres de périodiques (dont 228 vivants) et environ 8 000 dossiers d'artistes.

Compte-tenu des contraintes du déménagement, les acquisitions ont dû être réduites par rapport à l'année 1975. Elles ont représenté :

- 1 015 livres
- 228 périodiques auxquels il faut ajouter 110 nouveaux titres de périodiques anciens, dont 24 très rares.
- 2 500 catalogues
- 2 600 diapositives

Tous les dossiers d'artistes ont été reclassés et les photographies qu'ils contenaient rassemblées pour des raisons de conservation, afin de former une photothèque où seront séparés documents (portraits, ateliers...) et reproductions d'œuvres.

En dehors du service de la documentation, une *cellule Cinéma-Vidéo*, rattachée directement au directeur du Musée, a été créée en décembre 1976.

Elle a poursuivi les efforts importants consacrés à la constitution d'une collection, probablement unique, de films d'artistes. Près de 400 titres sont conservés (de 104 artistes différents), auxquels il convient d'ajouter 30 films documentaires.

Il s'agit d'un ensemble de référence pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et au développement du cinéma considéré comme moyen d'expression artistique intéressant aussi bien l'Université (des projections ont été régulièrement organisées pour Paris I, Jussieu, Vincennes et l'École des Arts Décoratifs), que les chercheurs.

L'essentiel de cette collection a été présenté pour la première fois au cours d'une manifestation organisée avec l'aide de Peter Kubelka (Directeur du Film Museum de Vienne), qui s'est déroulée simultanément à la Cinémathèque Française (du 31 janvier au 6 mars 1976) et au C.N.A.C. (du 7 février au 12 mars 1976).

Au cours du premier semestre 1976 et avant la fermeture du Palais de Tokyo, des manifestations ont été régulièrement organisées (rétrospectives Michaël Snow, Shadow pieces de Tony Hill,

sculptures cinématographiques de Antony Mac Call (avec l'aide du British Council) films réalisés à Vincennes en 1975 et 1976).

De même en province : dans le cadre des "Six jours de la Peinture" à Marseille, du Musée de Chambéry et de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon.

Les premiers éléments d'une collection d'œuvres vidéographiques ont été rassemblés (soit cinquante deux titres représentant environ trente heures de programme), trois bandes vidéo-expérimentales (P. Rovere, Pajic Slobodan, D. Bellouar) ont pu être réalisées avec l'aide de l'atelier vidéo du service audio-visuel, première et modeste ébauche d'une aide à la création "audio-visuelle".

Les moyens du Musée National d'Art Moderne

Ils sont résumés par le tableau ci-dessous :

Musée National d'Art Moderne, Résultats 1976 - Fonctionnement	
Budget	
Fonctionnement des Services (dont : Manifestations : 3,23)	7,77
Acquisitions	9,10
Manifestations inaugurales (préparation)	0,75
Total	17,62
Coût du personnel (effectif : 144)	8,00
Total général	25,62

2 Le centre de création industrielle

Le Centre de Création Industrielle est un deuxième département du Centre Georges Pompidou suivant les dispositions du décret du 27 janvier 1976.

Il rend compte des relations entre les individus et les espaces, les objets et les signes. A ce titre ses attributions s'exercent particulièrement sur l'architecture, l'urbanisme, le design industriel, les communications visuelles et les fonctions collectives (équipements publics, etc...).

Le C.C.I. a pour objectif, selon son nouveau directeur, Monsieur Jacques Mullender, nommé en novembre 1976, "de faire réfléchir sur la signification des formes familières de notre vie quotidienne. Le C.C.I. constitue un point de rencontre entre la recherche et l'action. Le C.C.I. s'efforcera de décroiser des activités devenues peu à peu trop étrangères les unes vis-à-vis des autres, dans le domaine des formes et des fonctions qui marquent notre vie quotidienne".

Le C.C.I., qui s'est installé au Centre le 20 décembre 1976, y dispose d'environ 4.000 m². Les espaces ouverts au public se trouvent répartis sur deux niveaux. Au rez-de-chaussée, se trouve le service de Documentation-Information ; au-dessus, se développent la Galerie d'Actualité et la Galerie Rétrospective.

Le C.C.I. regroupe cinq secteurs d'activité :

- le "design de produits",
- la documentation,
- les expositions et manifestations,
- l'édition,
- le service collectivités publiques.

Le Service "Design de Produits".

Ce service regroupe trois cellules.

Le Service d'Information sur les Produits (S.I.P.)

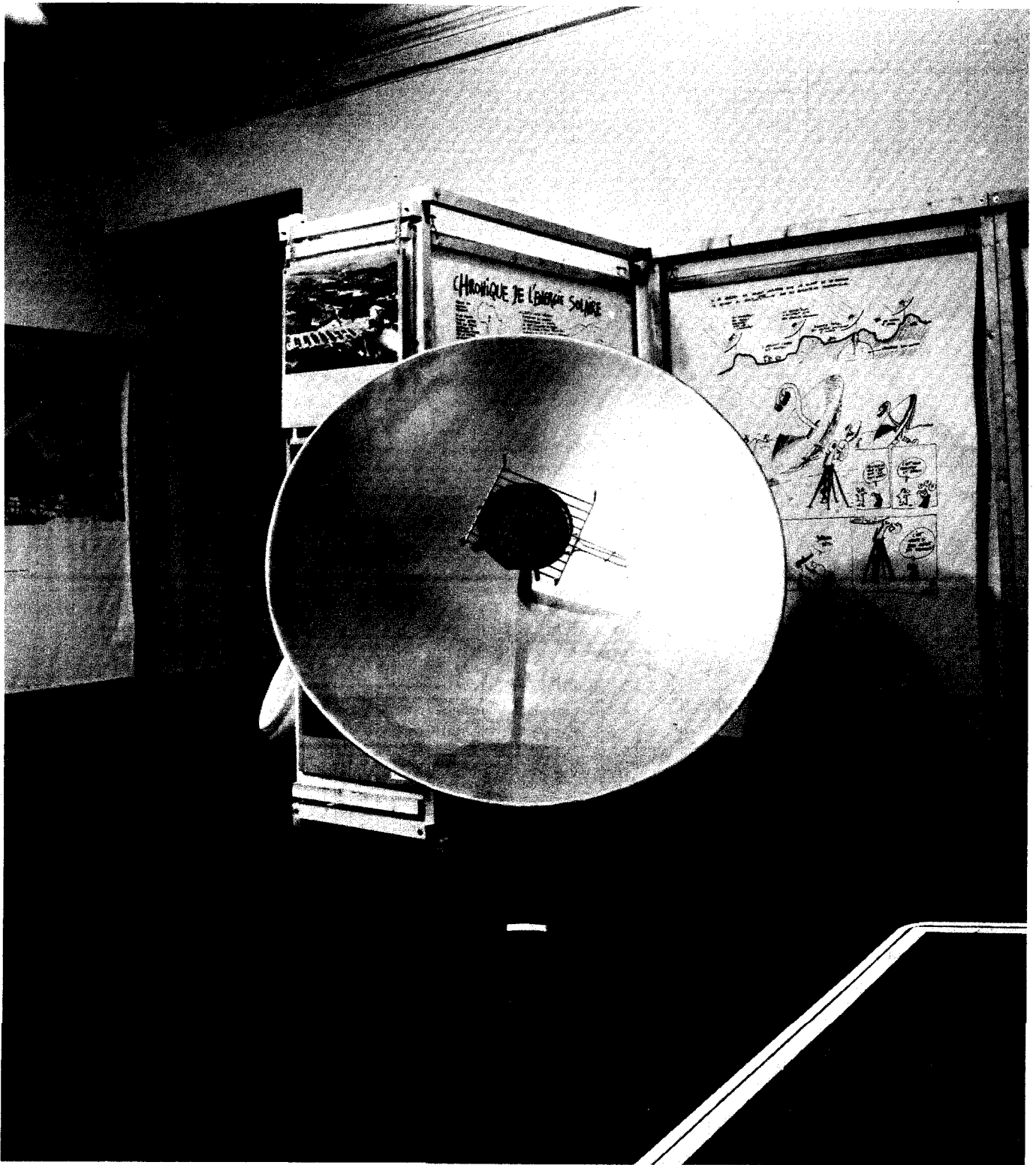
Le C.C.I. a poursuivi en 1976 la conception et la mise au point d'un système automatisé d'information sur les produits. Ce système expérimental doit permettre aux usagers de sélectionner les produits en fonction de leurs propres exigences. Etabli à partir des données de l'analyse de valeur d'usage, il doit également, de façon générale, concourir à l'amélioration des produits.

Ce système est constitué tout d'abord par des *dossiers de produits*. C'est en 1976 qu'a été établi le dossier "lavage, essorage, séchage du linge" (N° 5). Sont en cours d'élaboration, les dossiers "bicyclettes", "conservation des aliments", "lavage de la vaisselle" et "préparation des aliments".

La cellule a également entrepris des rapports techniques concernant les appareils de cuisson, l'habitat occasionnel, les appareils de reproduction du son, les appareils d'entretien domestique, les chauffe-eau, le lit et la literie, le jeu et le jouet, les revêtements de sol textiles.

Le S.I.P. comprend en second lieu *une expérience de banque d'information* qui rassemble les caractéristiques d'usage de tous les articles d'une famille de produits vendus en France. L'année 1976 a été consacrée à la constitution des fichiers et à la mise à jour des informations en mémoire, (la banque contient environ 4.000 références).

Le système rassemble enfin une *documentation bibliographique* ainsi que les adresses des distributeurs et constructeurs.



Exposition Énergie libres : un cuiseur solaire. — Photo : E. KOSSAKOWSKI

Cette cellule a déjà eu, au cours de l'année, de nombreux contacts avec le public. Elle a participé à la foire de Nancy où elle a répondu à 500 requêtes et à de nombreuses questions du public. Elle a également donné suite à plus de 500 demandes reçues par téléphone ou par courrier.

La cellule "analyse et test de produits"

Celle-ci réalise des analyses fonctionnelles et des tests comparatifs de valeur d'usage de types de produits. Elle contribue par là à la réalisation des dossiers de produits.

Quatre études de ce type ont été menées en 1976 :

- préparation des aliments ;
- électrophones entre 700 et 800 F (en collaboration avec l'Institut National de la Consommation) ;
- cuisson des aliments (en cours) ;
- le bricolage (en cours).

La cellule "études et recherches"

En dehors de sa participation aux actions extérieures de promotion et à la définition des objectifs du service, cette cellule travaille essentiellement dans deux directions.

Elle participe à l'élaboration du système d'information sur les produits. Elle traite en particulier, de tous les problèmes qui concernent la liaison entre la gestion documentaire du S.I.P. et l'exploitation informatique des données.

Elle poursuit par ailleurs des projets d'études et de recherches. Dans ce domaine, l'essentiel de son activité a été marqué par la poursuite des actions entreprises dans le projet de recherche sur l'information et l'étiquetage des produits ; ce projet qui est mené dans le cadre des subventions accordées par la DGRST, a débuté en juillet 1976.

Le Service d'informations sur les produits dans son ensemble s'est consacré à deux autres types d'activités.

Les unes participent d'une volonté de décentralisation et de diffusion dans le public : préparation du stand de la foire de Nancy, étude de mise en place du S.I.P. en province, projet de campagne de lancement du S.I.P., conférences de présentation (à Nancy, St-Etienne, Grenoble...)

Par ailleurs, le service est amené à collaborer, en tant qu'expert, avec d'autres organismes. Parmi ceux-ci, il faut citer : l'Association Française pour l'Étiquetage d'Information, Qualitel, le ministère de l'éducation, l'AFNOR, l'Institut National de la Consommation, l'Université de Montréal, l'Agence pour les économies d'énergie, le ministère de l'industrie ainsi qu'un certain nombre de syndicats professionnels.

La Documentation

Le service de la documentation spécialisée crée et gère des fonds documentaires de base par catégories de créateurs (architectes - urbanistes -

designers), des fonds bibliographiques et audio-visuels (développement de la Mediathèque).

Il est enfin prestataire de services en organisant des recherches à la demande, en constituant des dossiers, en instituant un système de prêt et de location.

Il répartit ses activités en deux secteurs. Au contact du public (rez-de-chaussée) se trouve l'espace Information/Documentation, d'accès gratuit, qui comprend :

- la bibliothèque spécialisée,
- la médiathèque,
- la documentation "grand public" qui offre livres, revues, fichier d'adresses.

Au premier étage, le service de la documentation offre des dossiers thématiques, des fichiers sur les créateurs, un fonds iconographique et audio-visuel. Il effectue des recherches à la demande.

L'ouverture du Centre au public, effective au début 1977, a nécessité le dédoublement des fichiers et de la bibliothèque "Grand Public".

Avec un personnel de 20 personnes (4 à la Diathèque, 16 à la documentation), le service a fait face à un volume de 40 demandes en moyenne par jour.

Il a édité un ensemble d'index et de bulletins bibliographiques :

- le bulletin mensuel d'information (tiré à 1.000 exemplaires),
- le bulletin trimestriel des pays d'Europe de l'Est,
- le bulletin trimestriel de l'International Council of Societies of Industrial Design (ICSID) en anglais, tiré à 500 exemplaires, et publié à partir de janvier 1977 par Pergamon Press à Londres,
- l'annuaire des concepteurs (3000 exemplaires),
- l'index du mobilier urbain,
- les listes bibliographiques d'acquisitions,
- le premier fascicule de l'index muséographique (publié début 1977).

La documentation a notablement accru son fonds au cours de 1976. C'est ainsi qu'à la fin de l'année, elle possédait 3.000 livres, 200 volumes reliés, 600 catalogues, elle était abonnée à 240 revues.

Afin de faciliter la consultation et la recherche, elle a poursuivi la constitution des dossiers de concepteurs (2.000), un fichier concepteurs (2.500 fiches), un fichier matière (30.000 fiches), des fichiers adresses et informations, 10 dossiers thématiques.

Elle a enfin mis à l'étude un système documentaire, dont le cahier des charges a été élaboré en 1976.

La Diathèque constitue un aspect particulièrement important de ce service. Son fonds documentaire se répartit en trois sections (architecture et urbanisme, design industriel, communications visuelles).

Au total, au 31 décembre 1976, la Diathèque possédait 25.035 diapositives.

Expositions

Le service des expositions du C.C.I., cherchant à rendre compte de l'actualité, des recherches et des rétrospectives dans le cadre des rapports de l'homme et de son environnement, a organisé en 1976 différentes manifestations et a développé le domaine des expositions itinérantes.

Expositions temporaires

Le C.C.I. a présenté 6 expositions dans les locaux du Musée des Arts décoratifs. (Pavillon de Marsan - rue de Rivoli)

	Dates	Visiteurs
Architectures marginales aux U.S.A.	18.11.75 12.01.76	36.000
Bunker archéologique (réflexion sur l'espace militaire).	10.12.75 28.02.76	7.442
Shakers (présentation d'une communauté américaine qui influence l'architecture).	14.01.76 01.04.76	5.000
"Energies Libres" (panorama des énergies non polluantes).	Mars 76	15.000
Ettore Sottsass (présentation de l'œuvre du designer italien).	16.10.76 03.01.77	3.000
Moholy Nagy (rétrospective)	18.11.76	6.000

Par ailleurs, le C.C.I. a collaboré à l'exposition "les affiches françaises 1965-1975", présentée à Moscou.

Expositions itinérantes :

De janvier à décembre 1976, le nombre des expositions itinérantes est passé de 11 à 19, celui des montages de 5 à 8.

Les nouvelles expositions diffusées en 1976 ont été les suivantes :

- architectures marginales aux U.S.A. (janvier),
- les énergies libres (mars),
- jardins ouvriers de Belfort (avril),
- avec des jouets par milliers (mai),
- l'enfant, sa maison, son quartier (juin),
- drôle de solitude (juin, en collaboration avec le Musée),
- le Familistère de Guise ou les équivalents de la richesse (décembre).

Ces expositions ont un caractère plus didactique que les précédentes et une présentation mieux adaptée tant aux conditions de la circulation qu'à celles de l'accrochage dans les organismes culturels qui les reçoivent. Leur succès a été tel qu'il a fallu en prévoir plusieurs exemplaires. C'est ainsi qu'ont été réalisés un duplicata français-anglais de l'exposition "Architectures marginales aux U.S.A." et un duplicata de la partie de l'exposition "Les énergies libres" consacrée à l'énergie solaire. L'on peut noter d'ailleurs que l'intérêt porté par les organismes étrangers aux expositions itinérantes du C.C.I. est de plus en plus grand.

Le souci constant du service est d'entretenir une collaboration permanente et réciproque avec les organismes culturels et c'est ainsi qu'il a diffusé deux expositions conçues à l'extérieur : - "Jardins ouvriers de Belfort", réalisée par le C.D.A.C. de Belfort, et "le Familistère de Guise ou les équivalents de la richesse", exposition réalisée par les Archives de l'Architecture moderne de Bruxelles, présentée de novembre à décembre 1976 au Centre Culturel de Mâcon, puis à Paris à la Maison des Sciences de l'Homme.

Le service a organisé fin novembre 1976 une table ronde qui réunissait ses propres collaborateurs et les responsables des organismes qui sont en liaison régulière avec lui, en vue de confronter leurs expériences respectives. En raison de ses résultats positifs, l'expérience sera renouvelée tous les six mois.

En conclusion l'année 1976 a permis au service des expositions itinérantes du C.C.I. de se structurer tant au niveau de ses productions qu'à celui de sa diffusion, qui prend une importance sans cesse croissante.

Edition

Le Service Editions/Productions du C.C.I. assure la publication des documents émanant des autres services (affiches, catalogues...) mais il a également une politique spécifique d'édition (revue *Traverses*, carnets de diapositives).

Traverses

Du point de vue de la recherche fondamentale et de la réflexion critique, le C.C.I. publie depuis septembre 1975 une revue trimestrielle intitulée *Traverses*. S'attachant plus particulièrement aux problèmes de l'environnement, de l'architecture, du design, de la production industrielle, elle s'adresse à un public de chercheurs, enseignants, architectes, étudiants.

Trois numéros sont parus en 1976 :

- N° 3 "La mode" (février) aujourd'hui épuisé
- N° 4 "Fonctionnalismes en dérive" (mai)
- Nos 5-6 "Jardins contre nature" (novembre)

La diffusion aux librairies et la gestion des abonnements sont assurées par les Editions de Minuit. La revue tire entre 3.500 et 4.500 exemplaires par numéro.

Livrets de diapositives

En 1976 le C.C.I. a publié quatre livrets, tous tirés à 1.000 exemplaires :

- L'Affiche Française (tome II)
- Le Familistère de Guise
- Couleurs, échelles et schémas (édition franco-allemande)
- Ouvrages d'ingénieurs des 19^e et 20^e siècle (tome I)

Réalisation des catalogues (en collaboration avec le Service Expositions) :

Dans ce domaine, le C.C.I. Edition a produit les catalogues et affiches des expositions : "Architectures marginales aux Etats-Unis", "Bunker Archéologie", "Les Shakers", "Ettore Sottsass Jr", "Laszlo Moholy-Nagy", "L'affiche contemporaine en France 1965-1975" (édition en russe).

Ouvrages conçus par le Service Documentation et le Service d'Information sur les produits

Il a édité *l'Annuaire des concepteurs*.

(répertoire des architectes, designers et graphistes) tiré à 4.000 exemplaires ainsi que le Dossier "SIP" N° 5 : *Lavage, essorage, séchage du linge*, à l'usage du consommateur et tiré à 5.000 exemplaires.

Le service "Collectivités Publiques"

Au cours de l'année 1976 s'est constitué au sein du C.C.I. le service "Collectivités Publiques". Ce service fait circuler entre les collectivités les informations sur les équipements et services publics. Il apporte éventuellement une assistance aux maîtres d'ouvrages publics, sur leur demande, pour des opérations concernant l'aménagement de l'espace et les équipements collectifs

Le service a envoyé une circulaire d'information sur son champ d'action à toutes les communes de plus de 5.000 habitants. Il a pris contact directement avec 40 maires de grandes villes. Il collecte aussi les renseignements sur de nombreux équipements publics.

Il a déjà entrepris des actions de sensibilisation touchant à plusieurs problèmes qui sont du ressort des collectivités publiques :

- réhabilitation de bâtiments désaffectés
- design d'objets pour personnes âgées ou handicapées

Relations Publiques

Tout ce qui précède ne pourrait être efficace sans le support du service de relations publiques, comportant notamment un service de presse qui diffuse les communiqués et suit ponctuellement chaque manifestation.

Cette cellule diffuse mensuellement des Informations C.C.I., reçoit des groupes de visiteurs, prépare chaque opération de promotion pour l'ensemble du C.C.I., organise des rencontres et fait le lien avec les Relations Extérieures du Centre Pompidou.

Préparation de l'inauguration

Comme pour tous les départements du Centre, l'année 1976 a été marquée au C.C.I. par la préparation de l'inauguration. L'activité déployée en quelques mois à ce propos fut très importante :

préparation des expositions de la Galerie d'Actualité

- Anatomie du Centre ;
- Exposition Paul Davis ;
- Femmes d'un jour ;

mise en place des documents de la Galerie Rétrospective

et installation des vitrines ;

préparation de l'antenne des métiers d'art présentée dans le hall ;

enfin, mise en place de la manifestation "Archéologie de la Ville".

Les moyens du C.C.I.

Ils sont résumés par le tableau ci-après :

C.C.I. – Résultats 1976 – Fonctionnement	
Budget	Résultat 1976
Fonctionnement des services (dont : Manifestations 2,16).	5,85
Manifestations inaugurales (préparation)	1,02
Acquisitions et production audio-visuelles (financée en 2 ^{ème} section)	2,00
Total	8,87
Coût du Personnel (effectif : 76)	4,30
Total général	13,17

3 La bibliothèque publique d'information (B.P.I.)

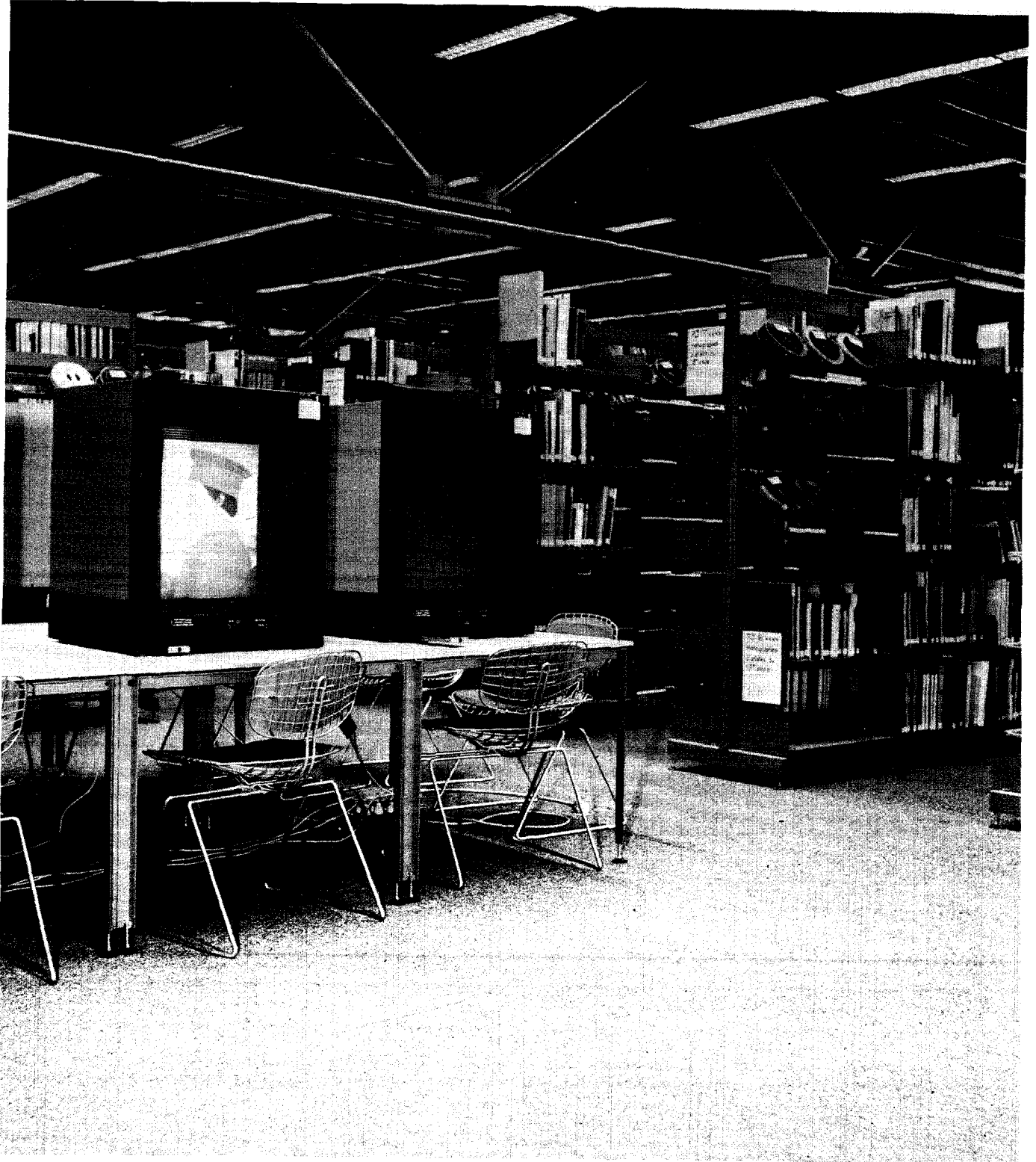
C'est en 1976 que la B.P.I. est devenue un établissement public autonome, lié par une convention d'association au Centre Georges Pompidou. Son organisation et son fonctionnement ont été définis par un décret paru le 27 janvier 1976.

Elle est administrée par un Conseil d'administration de 16 membres : le président du Centre Georges Pompidou (qui en est le président), des représentants des administrations et du personnel, des personnalités nommées en raison de leurs compétences.

Le directeur de la Bibliothèque, actuellement Monsieur J.P. Seguin, est nommé par décret sur proposition du Secrétaire d'État à la Culture.

La B.P.I. dispose de ses propres services, mais elle utilise aussi ceux du Centre en vertu de la convention liant les deux établissements. Selon le décret du 27 janvier 1976, portant organisation de la Bibliothèque, celle-ci a pour mission "d'offrir à tous, et dans toute la mesure du possible en libre accès, un choix constamment tenu à jour de collections françaises et étrangères de documents d'information générale et d'actualité".

En application de ces principes généraux, la B.P.I. est ouverte à tous, sans formalités. Les lecteurs ont librement accès aux collections, classées selon leurs sujets. Tous les domaines de la connaissance y sont traités, non seulement par des livres, mais également par des documents audio-



Aménagement de l'espace de la BPI. — Photo : Jean Philippe REVERDOT

visuels de toutes sortes. C'est enfin une bibliothèque animée, disposant de services d'accueil et d'information.

L'activité de la B.P.I. en 1976 a été déterminée à la fois par sa naissance comme établissement public et par la proximité de l'ouverture.

Structure et personnel

La B.P.I. a dû se doter de structures administratives, lui permettant de se gérer elle-même de manière autonome. Pour cela, elle a repris :

- à la Bibliothèque Nationale, la gestion du personnel et l'exécution du budget de fonctionnement.

- au Rectorat de Paris, la gestion de ses crédits d'équipement (livres et documents de son fonds).

Elle a donc développé la plupart de ses services. Au sein des services administratifs, elle a mis en place un service du personnel et un service du budget. Elle a complété les effectifs du service qui a assuré l'étude, l'organisation et la prise en charge complète de l'accueil du public. Enfin le service audio-visuel a été renforcé pour faire face à l'accélération de son activité et à la mise en service, lors de l'ouverture, d'une médiathèque de langues.

Tout cela s'est traduit par un fort accroissement du personnel.

91 postes nouveaux ont été créés à la B.P.I. en 1976. (31 au 1^{er} janvier, 60 au 1^{er} octobre). Au 31 décembre, l'effectif budgétaire était de 207 postes, répartis comme suit :

- 51 conservateurs
- 77 sous-bibliothécaires
- 34 magasiniers et gardiens
- 17 agents sur contrats.
- 7 agents techniques contractuels
- 21 administratifs et divers.

Au cours de cette même année, la B.P.I. a fait appel à divers vacataires et à des consultants spécialisés.

L'activité des services en 1976.

Les services et les collections de la B.P.I. ont été installés dans les nouveaux locaux du Centre Georges Pompidou à la fin de l'année 1976. Conformément à la Convention d'Association, elle y dispose des surfaces suivantes :

- *Bibliothèque* : 1^{er} étage : 4 700 m² (espace de lecture)
2^{ème} étage : 4 700 m² (accueil
salle de conférence
iconographie
administration).
- 3^{ème} étage : 4 700 m² (espace de lecture)

- *Salle d'actualité et section enfantine* :

- 1 125 m² au niveau de la place et sous la rue Rambuteau.
- une construction légère viendra compléter cette surface pour la section enfantine ; elle sera consacrée à l'animation.

L'activité de la B.P.I. dans ces espaces en 1976 a été la suivante :

Collections : La bibliothèque a géré et accru ses collections qui comportent non seulement des livres et

périodiques traditionnels, mais également des documents audio-visuels très divers.

Le tableau suivant résume les acquisitions de l'année et donne l'état des collections au 31 décembre 1976.

	Acquisitions	État des collections au 31 Décembre 1976
<i>Livres (nombre de volumes)</i>	47 000	270 000
<i>Microfilms</i>	3 000	14 000
<i>Microfiches</i>	25 000	40 000
<i>Documents sonores</i>	5 000	10 500
<i>Cours de langues :</i>		
<i>documents :</i>	1 450	2 200
<i>cours</i>	240	320
<i>Films et vidéocassettes</i>		1 300
<i>Diapositives</i>	35 500	185 000

Périodiques :

Plus de 600 abonnements nouveaux ont été souscrits dans l'année, ce qui porte le total à 2 270 au 31 décembre.

Un effort particulier a été fait en 1976 dans les domaines scientifiques (abstracts), juridique et économique (publications à feuilles mobiles). Par ailleurs, le fonds d'annuaires a été constitué.

Iconographie

Le service iconographique a continué d'accroître son fonds de documents. Pour cela, il a acquis des séries de diapositives éditées. Il s'est également procuré les archives de photographes professionnels en vue de constituer des dossiers iconographiques sur les secteurs non couverts par les séries éditées. Il a enfin réalisé des reportages sur les techniques contemporaines et sur l'artisanat, au moyen de prises de vues dans les collections publiques.

Il s'est également préoccupé de conditionner les diapositives et de fabriquer des livrets de commentaires pour la présentation au public.

Il a enfin mis au point le type de matériel devant permettre la consultation des documents par le public.

Audio-visuel

Les orientations définies en 1975 ont été dans leurs grandes lignes, conservées en 1976.

Dans le domaine des acquisitions, l'édition reste encore une source importante (essentiellement pour les documents sonores, les cours de langues destinés à la médiathèque et les programmes de formation économique). Cependant, l'accent a été mis sur les documents réalisés à façon, en exemplaire unique, pour le B.P.I., sur autorisation spéciale des ayants-droit. C'est ainsi qu'un fonds original a pu être constitué sur microfiches (unités bibliographiques), sur microfilms (collections rétrospectives de périodiques) et sur vidéo-cassettes réalisées à partir de films 16 mm.

Le traitement des documents audio-visuels aligné sur celui des documents-papier dans le but d'obtenir un catalogue multimédia est prévu.

L'effort a porté en 1976 sur l'équipement matériel (choix des appareils, adaptations nécessaires en fonction d'une utilisation nouvelle) afin de permettre la communication des documents dans les conditions les meilleures.

C'est également dans cette optique que tous les documents sonores et visuels, à la suite d'accords passés avec les titulaires des droits, ont été transférés sur des supports moins fragiles : audio-cassettes et vidéo-cassettes.

Informatique

L'activité de ce service s'est orientée principalement vers la sortie des catalogues destinés aux lecteurs.

En vue de l'ouverture, trois catalogues ont été édités avec l'aide du service informatique du Centre :

— catalogue auteurs-titres	88 411 notices
	135 580 entrées
— catalogue topographique	88 411 notices
	93 752 entrées
— catalogue matière	45 664 notices
	63 962 entrées

Chaque catalogue est complété par un supplément édité selon un système provisoire, exploitant environ 20 000 notices. A la date du 31 décembre 1976, 7 000 notices supplémentaires avaient été saisies et ne figuraient pas dans les divers catalogues.

Après les études menées sur les supports de ces catalogues, deux formules ont été retenues :

- édition sur papier;
- édition sur microfiches avec des appareils lecteurs pour la consultation.

Accueil

Le travail du service accueil s'est déroulé en trois phases.

Il a commencé par définir les besoins par secteur et pour l'ensemble de la Bibliothèque en se fondant en particulier sur des comparaisons avec l'étranger. Il est apparu que ces besoins étaient fonction du nombre de documents et de leur nature, de la superficie, de la particularité due au libre accès, de l'ouverture au public douze heures par jour (sauf le mardi).

Il a fallu ensuite déterminer les effectifs concernés.

Le principe retenu est que tout le personnel de la Bibliothèque peut être appelé au service du public — et cela dans tous les secteurs. De ce point de vue, deux options sont possibles :

- option service général : l'activité de l'agent se partage entre le service intérieur (acquisition et traitement des documents) et le service du public;
- option service du public à plein temps.

Enfin, le service de l'accueil a élaboré les différents types de planning.

Bibliothèque enfantine

L'état de la Bibliothèque Enfantine à la fin de 1976 se présente comme suit :

— livres	: 20 000 volumes (5 500 titres)
— films	: 100
— disques	: 1 500
— diapositives	: 12 000
— revues	: 70

Des catalogues auteurs, titres et matières multimédia ont été établis. Ils portent sur les 5 000 premières notices

d'ouvrages. Par ailleurs, il a été sorti des catalogues par supports et par niveaux d'âge (auteurs, titres, matières et topographiques).

Au point de vue de l'aménagement des locaux, un mobilier original polyvalent a été conçu. Il assure tout à la fois le rangement matériel des collections pour les tout jeunes lecteurs et le confort de la lecture.

La Salle d'Actualité

Secteur individualisé de la B.P.I., la Salle d'Actualité, située au rez-de-chaussée du bâtiment, a pour but d'offrir au public un panorama de l'actualité du livre et du disque.

Afin d'atteindre cet objectif, la Salle a établi une collaboration avec 175 éditeurs de livres et 40 éditeurs de disques. Par ailleurs, elle avait reçu, au 31 décembre 1976, 1 200 services de presse-livres et 1 000 services de presse-disques.

Pour la constitution du fonds de référence et d'information, elle a réceptionné dans l'année 4 150 ouvrages, qui se décomposent comme suit : 2 800 livres, 1 300 Que-sais-je ? et 50 annuaires. Elle a également passé commande de 220 périodiques pour janvier.

Enfin, en vue de l'inauguration, elle a préparé l'exposition "Faire un livre" en collaboration avec les "Nouvelles Littéraires".

Animation et préparation des manifestations de 1977

L'animation à la B.P.I. a pour but de mettre à la portée d'un public aussi vaste que possible une meilleure information générale dans tous les domaines et de répondre surtout à des préoccupations contemporaines.

En vue de l'année inaugurale, ce service a préparé un certain nombre de manifestations :

- exposition sur l'audio-visuel dans les bibliothèques;
- rencontre internationale de bibliothécaires sur le thème général des bibliothèques centrales dans les grandes métropoles.

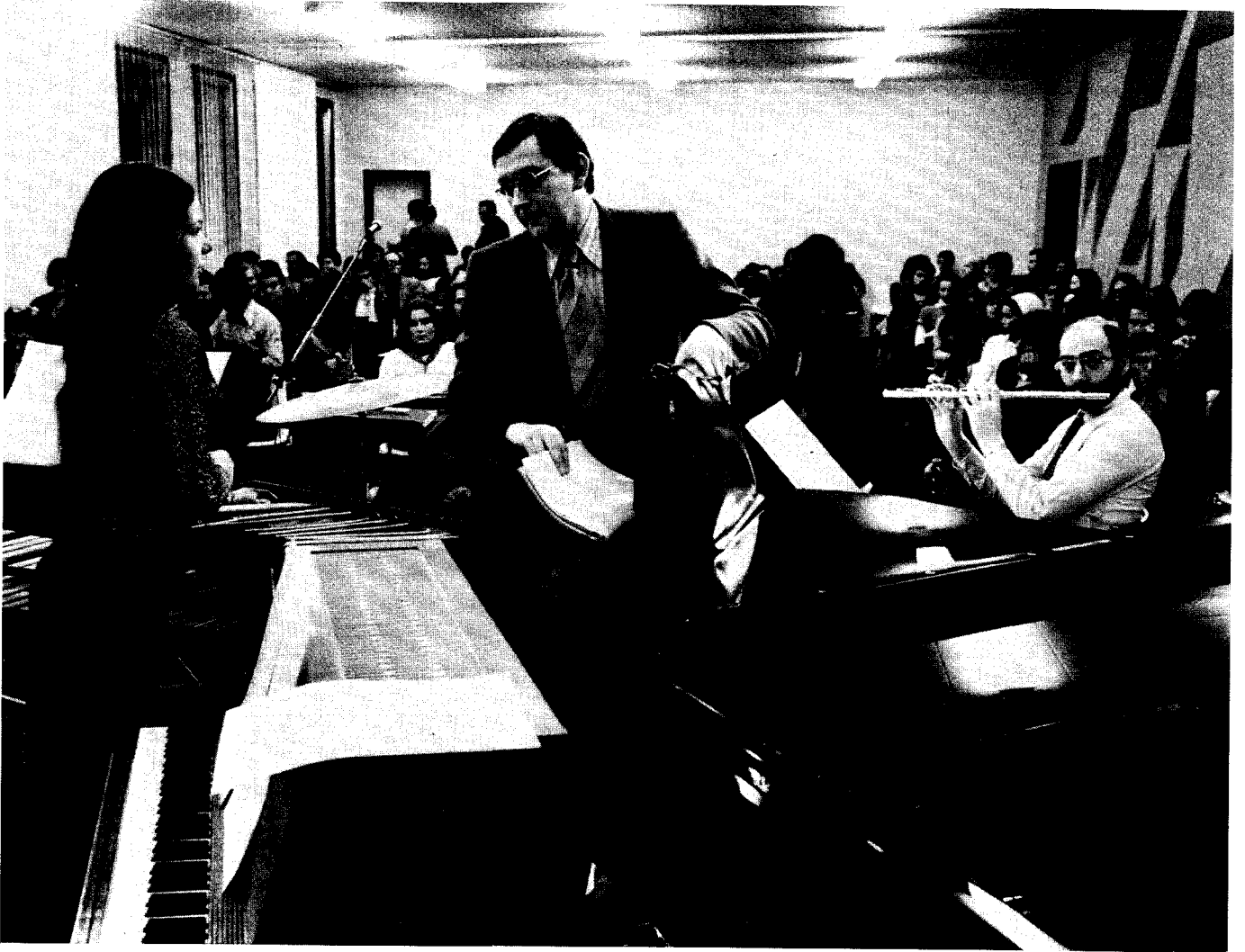
Le Service "Animation" de la B.P.I. a également collaboré avec les autres départements du Centre Georges Pompidou à la préparation des manifestations suivantes :

- Paris-New-York, exposition pour laquelle la B.P.I. a étudié les rapports entre écrivains américains et français depuis le début du siècle; une anthologie a été préparé;
- exposition sur "le livre, l'aventure et l'enfant";
- concours photo, réservé aux amateurs, sur le thème : "l'enfant et la ville".

Moyens financiers de la B.P.I. en 1976

Il faut souligner que, la Bibliothèque étant un établissement public autonome, son budget de fonctionnement est indépendant de celui du Centre.

Le tableau qui suit donne le budget de la B.P.I. pour 1976.



Séance d'animation pendant la cession IRCAM de Metz. — Photo Hervé Gloaguen

changée par la manipulation de panneaux absorbants ou réfléchissants et les rapports public/source seront aussi flexibles que possible. Cet "espace de projection" permettra de transmettre tous les sons produits dans les studios de l'I.R.C.A.M., de procéder à de nombreuses expériences scientifiques et de présenter ces recherches au public lors de manifestations diverses.

Activités en 1976

Le bâtiment de l'I.R.C.A.M. ne sera achevé qu'en juillet 1977. L'ouverture au public est prévue pour le début de 1978. Cependant, l'Institut dispose d'ores et déjà de locaux annexes, contigus au bâtiment, qui lui ont permis de commencer ses activités.

Structures

L'I.R.C.A.M. travaille dans le cadre de cinq départements.

Le département ordinateur est chargé des applications de l'informatique et notamment de l'analyse et de la synthèse des sons par ordinateur.

Le département instrumental doit répertorier les innovations intervenues dans le développement des techniques traditionnelles instrumentales et vocales.

Le département électronique étudie les moyens électroniques de production de sons en temps réel et l'introduction des techniques digitales pour la génération et le contrôle des signaux.

Le département diagonal a pour tâche de coordonner l'ensemble des recherches et de susciter des transplantations de techniques d'un département à l'autre.

Le département pédagogique, enfin, ne pourra développer son action qu'après l'installation de l'IRCAM dans ses locaux définitifs et l'ouverture au public.

Moyens

L'I.R.C.A.M. s'est doté d'une administration légère et déconcentrée.

L'effectif permanent atteignait 35 personnes en 1976. Il sera de 53 lorsque l'I.R.C.A.M. fonctionnera pleinement.

Sur le plan budgétaire, jusqu'au 31 décembre 1976, l'I.R.C.A.M. était un simple département du Centre et géré comme tel par les services communs. A partir du 1^{er} janvier 1977, l'IRCAM devenu autonome, est associé au Centre Georges Pompidou. Cependant, en vertu d'une convention passée entre les deux partenaires, un certain nombre de tâches administratives (particulièrement en ce qui concerne le personnel), resteront assurées par les services communs.

Sur le plan de la gestion budgétaire, l'I.R.C.A.M. a mis au point au cours de 1976 un système très déconcentré : selon ce projet, chaque chef de département aura seul la responsabilité de l'utilisation de son enveloppe budgétaire.

Contacts extérieurs

L'I.R.C.A.M. a noué des contacts avec des organismes représentant des milieux très divers, tant en France qu'à l'étranger.

Il travaille avec d'autres centres de recherches musicales. Un projet de convention entre l'I.R.C.A.M. et le G.R.M. (Groupe de Recherche Musicale) est à l'étude : elle devrait permettre une collaboration entre Pierre Boulez et Bernard Durr, ingénieur au G.R.M.

Il faut également mentionner l'intérêt suscité par la création de l'I.R.C.A.M. dans les milieux universitaires américains, intérêt qui se traduit par la cession gratuite des programmes de recherche musicale mis au point dans des centres depuis plusieurs années. Les échanges sont particulièrement fructueux avec l'université de Stanford et les Bell Laboratories.

Parmi les principaux contacts noués en France, figurent la D.G.R.S.T., le C.N.R.S., l'I.R.I.A., la Faculté de Médecine (Salpêtrière), le Laboratoire de Psychologie du C.N.R.S., le Département de Linguistique de l'Université de Paris VIII.

Du 29 avril au 3 mai 1975 s'était tenu à la Maison des Sciences de l'Homme un symposium sur le thème "Musique et Linguistique", qui fera l'objet d'une publication de l'I.R.C.A.M. en 1977. En 1976, a eu lieu, en Allemagne, un nouveau séminaire consacré, cette fois, aux perspectives ouvertes par les recherches scientifiques à la création musicale.

Enfin suivant en cela une politique adoptée dès 1974, l'I.R.C.A.M., en collaboration avec de grands organismes de diffusion culturelle, a organisé deux sessions, comportant pédagogie, information et concerts : l'une au Centre Européen pour la Recherche Musicale de Metz (24-29 février) et l'autre au TNP de Villeurbanne (13-18 décembre).

L'I.R.C.A.M. mène ainsi une politique de décentralisation hors de Paris. Dans chaque cas, les manifestations sont précédées par un travail de préparation mené en liaison étroite avec les responsables locaux (Education, Maisons des Jeunes et de la Culture).

Activités de recherche

L'I.R.C.A.M., qui compte aujourd'hui 13 chercheurs, travaille à la mise au point de ses outils informatiques et électro-acoustiques et à des projets de recherche ponctuels, en liaison avec des organismes extérieurs.

1. La mise au point des outils de recherche de l'I.R.C.A.M. : Informatique :

Il a été décidé de ne pas attendre l'installation de l'I.R.C.A.M. dans le bâtiment définitif pour élaborer les outils de recherche. L'ordinateur, en particulier, suppose, pour être opérationnel, la mise au point d'un matériel spécialisé et de programmes spécifiques en vue du traitement du son et de la musique.

Le développement de ce matériel et de ce "logiciel" prend beaucoup de temps : aussi a-t-il été décidé de commencer à travailler dans ce sens dès l'automne 1975, dans les locaux provisoires qu'occupe l'IRCAM. L'année 1976 a vu progresser rapidement l'outillage informatique spécifique, grâce au travail des ingénieurs et à la collaboration d'autres institutions de recherche. Les locaux actuels n'autorisent pas des conditions d'écoute satisfaisantes. Aussi, l'utilisation

effective de cet outillage ne peut-elle être que marginale tant que l'I.R.C.A.M. n'occupera pas ses locaux définitifs.

Electro-acoustique :

En connexion avec l'équipement informatique, les chercheurs de l'IRCAM ont travaillé à l'invention et à la construction d'un synthétiseur pour la production des sons. Il s'agit de l'instrument conçu par le professeur Di Giugno qui en coordonnera en 1977 la réalisation. L'appareil répond au désir de Luciano Berio : procéder par "sculpture du son", en éliminant certains de ses composants. Cette version, qui est déjà au point, connaîtra de nouveaux développements en 1977.

2. Les projets ponctuels de recherche :

Trois domaines ont été abordés.

Le département instrumental a mené une étude systématique des caractéristiques physiologiques et psychologiques des musiciens. Il a pu ainsi étudier, en collaboration avec des chercheurs extérieurs, les problèmes du souffle et de la respiration sur les instruments, les caractéristiques rythmiques objectives du jeu des violonistes et les possibilités de l'électromyographie pour l'étude des gestes des instrumentistes.

Le département Diagonal s'est intéressé aux bases perceptuelles de la musique : étude, au moyen de tests d'écoute, de la localisation par l'auditeur des points d'articulation des phrases musicales, problèmes de perception des rythmes et développement de cette perception chez les jeunes enfants.

Enfin, le département ordinateur a entrepris une étude sur l'archivage numérique des sons : le projet est de protéger les enregistrements sonores de la détérioration qu'ils subissent quand ils sont conservés sous forme de disques ou de bandes magnétiques.

Manifestations :

Conformément à la politique adoptée dès 1973 (présenter l'IRCAM hors de Paris, nouer des contacts avec les grands organismes régionaux d'action culturelle et développer une action pédagogique), deux sessions IRCAM ont eu lieu en 1976.

La première s'est déroulée à Metz du 27 au 29 février, dans le cadre des quatrièmes rencontres internationales de musique contemporaine.

Elle a été précédée par un mois d'animation dans les établissements scolaires et universitaires. Elle a permis d'associer de jeunes musiciens de la région à un travail sur des œuvres contemporaines. Ces musiciens - le groupe instrumental européen - ont ensuite présenté leur travail sous forme d'un concert devant environ deux mille jeunes. Cette manifestation a été suivie par deux concerts de l'orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart dirigés par Pierre Boulez et Michel Gielen, et d'un atelier sur "ordinateur et musique", présenté par J.C. Risset.

Une deuxième session a eu lieu du 13 au 18 décembre au TNP de Villeurbanne, complétant ainsi le cycle de manifestations régionales de l'I.R.C.A.M. avant l'ouverture du Centre. L'Ensemble Intercontemporain a pu s'y produire en public pour la première fois.

Par ailleurs, l'I.R.C.A.M. attache une grande importance à la pédagogie.

60 à 70 entretiens environ ont été menés avec des compositeurs, des responsables pédagogiques, des directeurs

d'établissements d'enseignement, des chercheurs sur les moyens de communication.

Deux voyages ont été effectués : l'un en Hollande et en Suède pour une visite de studios, l'autre à Dartmouth Collège (U.S.A.) pour une quinzaine de jours, afin d'expérimenter une machine destinée aux étudiants pour l'apprentissage programmé de la musique.

Il faut y ajouter un séjour de trois jours à Roubaix, au Centre d'Animation du Nord, et des contacts réalisés sous forme d'interviews à Radio France. Le travail d'œuvres contemporaines a été effectué sous la direction du responsable du département pédagogique. Lors des rencontres de Metz qui ont duré dix jours, des animations ont été organisées réunissant jusqu'à mille enfants sous la forme de répétitions expliquées tendant à montrer de façon vivante les structures et les timbres musicaux.

D'autre part, à l'aide d'un montage audio-visuel de 20 minutes, par groupes de 150 élèves, des présentations ont été faites concernant l'IRCAM et les problèmes que se posent les musiciens aujourd'hui ont été soulevés.

De même, pendant une journée "séminaire", un essai d'approfondissement de l'examen des structures d'enseignement et d'animation s'est effectué en collaboration avec le Centre Européen de la Recherche de Metz.

Ce type d'expérience s'est renouvelé durant douze jours à la fin du mois de novembre à Villeurbanne, afin de préparer la venue de l'IRCAM en décembre.

Préparation de l'année inaugurale :

"Passage du XX^{ème} siècle"

L'I.R.C.A.M. a contribué à la préparation du programme de manifestations exceptionnelles prévues pour l'année inaugurale du Centre.

Le 2 juin 1976, lors d'une conférence de presse tenue au Théâtre de la Ville, Pierre Boulez a annoncé les programmes de "Passage du XX^{ème} Siècle". Il s'agit d'un grand panorama musical proposé au public en deux parties (janvier-juillet et septembre-décembre 1977). Des formes d'abonnement originales permettent d'assister à un ensemble exceptionnel de concerts et de soirées "autour" des compositeurs les plus actifs d'aujourd'hui (Berio, Carter, Kagel, Ligeti, Stockhausen). Des ateliers permettent de se familiariser avec certains développements de la musique actuelle particulièrement le rôle de l'électro-acoustique et de l'ordinateur.

Le nouvel Ensemble Intercontemporain, des orchestres et des solistes renommés (Orchestre de Paris avec Pierre Boulez et Daniel Barenboim, Orchestre National de l'Opéra avec Pierre Boulez, Orchestre National de France avec Lorin Maazel, Orchestre des Jeunes de Grande-Bretagne avec

Pierre Boulez et Itzhak Perlman ainsi que les orchestres symphoniques de la B.B.C. et de la Radio de Stuttgart) participent à "Passage du XX^{ème} Siècle" qui se déroule à la fois au Théâtre des Champs Elysées, à la Salle Pleyel, au Théâtre de la Ville et dans la salle polyvalente du Centre. Une partie importante de ces manifestations est retransmise sur les antennes de France Musique.

En liaison avec la cellule promotion du Centre, l'IRCAM a entrepris de nouer des contacts avec plus de 1.500 collectivités ou associations à qui sont proposés, pratiquement pour la première fois, des programmes de musique contemporaine.

Une rencontre entre Pierre Boulez ainsi que d'autres membres de l'I.R.C.A.M. et des responsables syndicaux a eu lieu au Centre le 6 décembre, démontrant ainsi l'intérêt que suscite ce travail d'animation, parmi les divers responsables culturels parisiens.

Dans le domaine de l'édition, un livre-programme sur ces manifestations a été composé pour paraître en janvier 1977.

Les moyens financiers de l'I.R.C.A.M. en 1976 :

Ils sont résumés par le tableau suivant :

I.R.C.A.M. – Résultats 1976 – Fonctionnement	
Budget	Résultats 1976
Recherche	
– Recherche/Développement interne à l'I.R.C.A.M.	1,62
– Projets sur conventions :	
convention 1975	0,06
convention 1976	0,31
Manifestations inaugurales	0,17
Fonctionnement des services généraux	0,38
Total	2,54
Coût du personnel (effectif : 38)	2,20
Total général :	4,74

5 Action des services communs vers le public :

Outre la gestion du Centre, les services communs assurent un certain nombre de missions culturelles en rapport avec le public.

Service des Relations Extérieures

Diffusion de l'information, accueil des visiteurs, prospection du public, rencontre avec les enfants, toutes ces missions sont assurées respectivement par :

- la cellule "Relations Publiques",
- la cellule "Promotion-Public",
- l'Atelier des Enfants.

Relations Publiques

L'action des Relations Publiques en 1976 a porté essentiellement sur trois points :

L'information, l'accueil du public et la préparation de l'ouverture.

L'information :

Dans ce domaine, la cellule "Relations Publiques" a mené des campagnes personnalisées et systématiques auprès des différents supports de *presse*. Elle n'a pas organisé de conférence de presse, mais a préféré des rencontres avec ses correspondants.

Le résultat a été satisfaisant, et le nombre d'articles a presque triplé par rapport à l'année précédente.

Une action très précise a été entreprise afin de préparer la présence de la presse lors de l'ouverture. Les émissions susceptibles d'être réalisées au Centre ont été recensées, les producteurs contactés, les thèmes imaginés.

Des tournages ont été effectués dès l'année 1976 par des chaînes de télévision française (39 émissions) ou étrangères (Suisse, Italie, télédistribution par câble de New-York).

L'action auprès de la presse d'entreprise s'est poursuivie. De grandes entreprises (Michelin, Lissac, Peugeot, Caisse de Prévoyance) ont publié de longs articles sur le centre, préparant ainsi l'intervention de la cellule "Promotion".

Cette action d'information a été également menée directement auprès du *public*.

Le hall du boulevard Sébastopol a poursuivi son rôle d'accueil et d'information : 26.000 personnes ont été accueillies. Les visites de groupes se sont considérablement accrues (professionnels du bâtiment, scolaires, associations culturelles).

Des conférences et des expositions itinérantes, tant à Paris qu'en province ont complété cette action.

Le service "Relations Publiques" s'est également préoccupé de préparer des *documents* écrits à l'usage du public (Plan du Centre, document "enfant"). La fabrication a été lancée dès 1976 en prévision de l'ouverture.

Cette action d'information utilise enfin les moyens de la *publicité*. C'est ainsi que les Relations Publiques ont la charge

de la publicité liée à l'ouverture du Centre et de la coordination de l'action des divers départements dans ce domaine.

C'est dès 1976 également qu'ont été définies avec les départements les actions à engager pour 1977.

L'accueil :

Un des aspects essentiels de l'action de ce service concerne l'accueil du public. Il a fallu recevoir les visiteurs pendant toute l'année 1976 et prévoir les modalités de l'action du Centre dans ce domaine après l'ouverture.

C'est ainsi que dans la hall d'information du Boulevard Sébastopol, les visiteurs ont pu se procurer les produits des éditions du Centre, des montages audio-visuels et le programme des activités culturelles à Paris. Des visites de groupes ont permis à un nombreux public de se familiariser avec l'architecture du Centre.

Le service Accueil a étudié les types de visites à mettre en place en 1977.

– l'une, appelée "découverte du Centre" est appelée à montrer l'ensemble des activités de l'Etablissement à des groupes de 15 à 20 personnes. Elle peut être organisée à la demande ou programmée tous les jours à heures fixes.

– l'autre, s'adressera à des spécialistes de l'architecture ou de la construction et sera organisée sur demande.

Pour assurer ces visites, il a recruté 20 conférenciers. Le personnel, vacataire, devait recevoir la formation nécessaire à ses fonctions.

Il s'est également préoccupé d'informer et orienter le public individuel arrivant dans le Centre. Cet accueil est prévu à trois niveaux différents : les parkings et les entrées du côté de la place et du côté de la rue. Comme précédemment, le personnel nécessaire (16 personnes en tout) a été recruté.

Préparation de l'inauguration

Les Relations Publiques ont assuré, en ce qui les concerne, la préparation de l'inauguration. Outre les invitations, les dossiers de presse, l'organisation matérielle, le service a prévu un certain nombre "d'inaugurations" spéciales destinées à certaines catégories socio-professionnelles ou aux habitants du quartier.

La préparation de l'ouverture du Centre a freiné les expositions itinérantes courtes, nécessitant un matériel important et mobilisant le personnel. A cette action, les Relations Publiques ont préféré les conférences, au Centre ou à l'extérieur.

Les Relations Publiques ont participé à diverses manifestations (Metz, Vidcom à Cannes, Festival du Film Industriel à Biarritz), pour y présenter en particulier, un film : "Ballet Métallique".

Les relations internationales se sont considérablement développées. Inscrit au programme des visites de personnalités étrangères à Paris, le Centre a reçu en 1976 quelques 240 représentants de pays étrangers. Les relations avec le ministère des affaires étrangères ont été définies.

Un film produit par les Relations Extérieures sera diffusé aux représentants du tourisme français à l'étranger et éventuellement aux attachés culturels.

Des documents d'information ont été publiés : documents d'information générale (4) ; lettres d'information (3 numéros dans l'année ; diffusion 6.000 exemplaires par numéro) ; journal

interne (2 numéros) ; dossier de presse (français, anglais, espagnol).

En 1976, plus de 110.000 documents ont été ainsi diffusés.

La cellule "Promotion-Public"

Le service "Promotion-Public" a été créé en Septembre 1976 dans le cadre des Relations Extérieures. Son objectif fondamental est de promouvoir le Centre dans son ensemble, c'est-à-dire, d'en proposer et d'en accréditer une image à la fois cohérente et séduisante.

Promotion

Pour mettre en œuvre cette politique, un "laissez-passer Beaubourg" a été créé qui, pour un tarif forfaitaire, donne accès aux expositions du Centre. Il se présente sous deux formes : "laissez-passer permanent" (annuel) et "laissez-passer découverte" (valable 1 jour).

Diffusion

Pour informer le grand public et lui faire connaître les avantages qui lui sont offerts, le Service "Promotion" utilisera la presse et la publicité. Mais il souhaite aller au-delà. C'est-à-dire entreprendre une action systématique et continue. A cette fin, il a déterminé quatre secteurs de prospection : tourisme, enseignement, collectivités et associations.

Secteur du Tourisme : grâce aux principaux relais commerciaux et culturels relevant des activités touristiques une information permanente sera mise en œuvre (dépliants, films, diapositives, articles) visant à imposer l'image de Beaubourg comme un des Centres d'intérêt dominant de la capitale. C'est dans ce secteur que le "Laissez-passer découverte" sera particulièrement utile.

Secteur de l'enseignement. Par l'intermédiaire de la Cellule-Enseignement, la liaison sera constante avec les établissements, les associations, les syndicats. Au delà de la visite des groupes scolaires, le Service s'attachera à établir des contacts directs et individuels avec les jeunes, pour lesquels il a créé le "Laissez-passer jeunes".

Secteur des Collectivités : Les informations du Centre seront également diffusées dans le monde du travail, dans les entreprises elles-mêmes, par l'intermédiaire de Comités d'Entreprise, des associations de personnel, des services sociaux et hors des entreprises, par le biais des associations professionnelles et des organisations syndicales.

Secteur Association : Ce secteur concerne, dans un premier temps, les personnes de la région parisienne, hors du cadre de leur vie professionnelle. Le Service cherchera à établir une coopération étroite avec les organismes socio-culturels et il exercera son action au niveau des lieux d'habitation, en s'appuyant sur les associations de toute nature, particulièrement sensibles aux besoins du public.

Action en profondeur

L'ampleur de la prospection sera donc aussi grande que possible, mais elle n'aura de résultats durables que si elle s'exerce en profondeur. A cette fin, deux initiatives ont été prises :

Correspondants : Les correspondants seront choisis dans le public même, parmi les personnes désireuses de soutenir une action culturelle et de réunir de petits groupes d'adhérents. Ils feront connaître le Centre autour d'eux, organiseront, à l'occasion des visites, des rencontres avec les artistes, etc... les correspondants bénéficieront d'avantages particuliers.

Bulletin d'information : Le Service du Public a préparé l'édition d'un Bulletin d'Information bimestriel, qui deviendra ensuite mensuel, destiné au grand public et dont l'objectif est d'assurer une présentation permanente du Centre et de donner des informations régulières sur ses activités. Son prix de vente est de 3 F. Il sera envoyé gracieusement aux titulaires d'un laissez-passer permanent.

L'Atelier des Enfants.

Pendant l'année 1976, la conception et l'équipement des locaux définitifs de l'Atelier des Enfants ont été mis au point.

L'atelier est divisé en quatre sections :

- Bureaux et service de prêt pédagogique
- Ateliers de création
- Ateliers de récréation
- Chapiteau des jeux.

Animation

Pendant l'année scolaire 1975-1976, 170 séances ont été organisées dans les locaux de la rue des Francs-Bourgeois, 116 dans 7 écoles parisiennes.

Activités pédagogiques

Les activités pédagogiques ont été centrées, pendant le premier semestre, sur les problèmes graphiques, ceux du noir et blanc, en préparation de la partie didactique de l'Exposition "Du point à la ligne". Au second semestre, une expression plus directement liée au corps (clowns, danses, marionnettes) a développé les aspects ludiques et tactiles de l'exposition.

Expositions itinérantes

L'exposition "Vive la Couleur", après avoir été présentée à Paris en 1975, a circulé dans 9 villes de province. Elle a reçu en tout environ 9000 visiteurs.

L'exposition "Du point à la ligne" a été présentée à Paris en Février-Mars 1976. Puis elle a circulé dans quatre villes de province. Elle a reçu 38.000 visiteurs. Son circuit se poursuivra en 1977.

Cycle de formation des animateurs pédagogiques

Un cycle de formation théorique d'une durée de six semaines s'est déroulé en octobre-novembre 1976 pour 29 animateurs pédagogiques. Il comprenait essentiellement des séances d'initiation aux techniques d'expression et des visites à l'extérieur.

Documentation

L'Atelier des enfants possède une documentation audio-visuelle qui s'enrichit régulièrement (photographies, diapositives, vidéo, films), consacrées aux animations et aux expositions de l'Atelier, aux Musées pour enfants, aux Ateliers d'artistes et à la Muséologie en général.

L'atelier comprend aussi des collections pédagogiques

destinées à être prêtées et parfois exposées (dessins, sérigraphies, travaux collectifs, etc...).

2 Liaison - Enseignement

La liaison-enseignement a poursuivi en 1976 son action d'information et de sensibilisation auprès des enseignants et des élèves commencée en 1975, tout en participant, avec les départements du Centre, à la mise au point des activités pédagogiques qui seront proposées dans l'année d'ouverture.

Information auprès des milieux enseignants

La liaison-enseignement a noué des contacts avec des institutions pédagogiques (I.N.R.D.P., C.R.D.P., C.N.D.P., etc...). Des visites d'information, des séminaires de réflexion, des stages ont été organisés ou sont en cours d'organisation pour les élèves des Ecoles Normales (d'instituteurs et d'enseignements techniques), les stagiaires et les formateurs des Greta (groupements d'établissements de formation continue du Ministère de l'Education), les documentalistes du C.R.D.P., les étudiants des écoles spécialisées.

En même temps, et en collaboration avec le service des relations extérieures, elle a reçu de nombreux groupes d'élèves et de stagiaires en formation continue.

Mise au point des activités pédagogiques

Avec les responsables de l'accueil des publics scolaires du Musée, de la B.P.I., du C.C.I. et du service des relations extérieures, la liaison-enseignement a préparé l'organisation des différents types de visites ou d'animation qui seront proposés aux élèves en formation initiale ou continue.

En collaboration avec le service des relations extérieures, la liaison-enseignement a procédé au recrutement des vacataires d'accueil qui encadreront les groupes scolaires dans leur visite générale du centre, conçue comme une sensibilisation à son architecture et à ses activités. Elle assurera leur formation, en janvier 1977 et suivra leur action.

En même temps, elle assure l'information et éventuellement la formation des guides et conférenciers extérieurs susceptibles de servir de relais pour les visites, notamment ceux du Comité d'Accueil du ministère de l'éducation.

Enfin, la liaison-enseignement anime un groupe de travail dont les séances sont hebdomadaires et qui regroupe, aux côtés d'enseignants invités, les représentants de tous les départements et services communs du Centre. Le groupe est chargé de rechercher, de visionner et de sélectionner, les films qui présentent des qualités pédagogiques et qui ont été produits dans les domaines des arts plastiques et de l'architecture, de la littérature et de la musique.

3 Le service Edition-Diffusion

Le service Edition-Diffusion a comme objectifs principaux :

— la coordination, la réalisation et la diffusion de catalogues, d'affiches et de documents conçus par

les différents départements à l'occasion de leurs manifestations ;

- la production de publications en rapport avec l'art et la culture du XX^e siècle ;
- la réalisation des différents documents conçus par le service des Relations Extérieures ;
- des actions communes avec d'autres maisons d'édition comme par exemple l'édition de la revue "Traverses", avec les Editions de Minuit ;
- l'organisation, la gestion et la promotion des ventes, soit directement, soit par l'intermédiaire de libraires, par correspondance ou sur les lieux d'exposition, en France et à l'étranger.

La nature de ces activités autorise l'application de la loi du 3 janvier 1975 (art. 3) permettant au Centre Georges Pompidou d'accomplir des actes commerciaux. C'est pourquoi le budget du service Edition-Diffusion est présenté à part dans le budget général du Centre.

Le service Edition-Diffusion a connu, en 1976, une année de transition. Les comptoirs de vente du Musée National d'Art Moderne et des salles d'exposition de la rue Berryer ont été fermés à la fin de l'été. En raison de la préparation de l'ouverture du Centre, le volume des publications a été moins important qu'en 1975.

L'effort a porté sur la diffusion. Le service s'est employé à faire connaître par les moyens appropriés les publications du Centre. Un échantillonnage en donnera une idée : circulaires pour l'annuaire des concepteurs et l'index du mobilier urbain, annonces dans les journaux professionnels de la librairie pour les catalogues, présentation à la foire du livre de Francfort pour les estampes, distribution systématique du catalogue des éditions aux établissements d'enseignement, aux maisons de la culture, aux musées, etc... et aux particuliers qui en font la demande. Avec les uns et les autres, un courant régulier s'est établi. Des numéros de "Traverses" sont épuisés, de même que certains catalogues d'exposition et des lithographies.

La librairie qui sera ouverte dans le Centre permettra de présenter la totalité de la production éditoriale. L'événement que constituera l'ouverture donnera une forte impulsion aux ventes par correspondance.

En 1976, le service Edition-Diffusion a réalisé :

- 21 catalogues imprimés de 1.500 à 7.000 exemplaires chacun (MATISSE, MAX ERNST, PICABIA, TAL COAT, ENERGIES LIBRES...),
- 10 estampes,
- 27 affiches (de 300 à 5.000 exemplaires),
- 24 cartes postales (de 6.000 à 12.000 exemplaires),
- 21 cartes d'invitation,
- 8 dépliants,
- 10 brochures,
- 5 petits journaux d'exposition,
- 30 tracts, programmes et fiches,
- 3 numéros de la revue Traverses dont un numéro double,
- 7 carnets de diapositives.

4 Service Audio-visuel

Le service audio-visuel qui comptait 15 collaborateurs au 1^{er} décembre 1975 en avait 35 en décembre 1976 et disposait de l'ensemble de ses effectifs, soit 50 personnes, au 1^{er} janvier 1977. Cet effort de recrutement a permis de renforcer les cellules déjà existantes et de créer la cellule Diffusion.

Dans le cadre de la mission de préfiguration, le Service Audio-visuel a assuré trois tâches essentielles : production, diffusion, prêt et assistance technique.

Production

A la demande des différents départements ou des services communs le service aura réalisé, soit pour les besoins propres des cellules clientes, soit à l'occasion d'expositions temporaires et en annexe de celle-ci, soit à la demande d'organismes extérieurs (UNESCO, Théâtre d'Orsay), 19 montages audio-visuels, 15 vidéo, 7 films, 12 émissions de télévision, 2 co-productions avec TF 1 et la SFP et divers autres produits, sans parler de documents d'archives et de nombreuses copies de montages ou de copies vidéo de film acquis par le Service Documentation du MNAM.

A l'exception des films, des émissions de télévision et de la plupart des développements et tirages de diapos que les équipements existants ne permettent pas de réaliser, tous ces produits ont été entièrement fabriqués par les équipes techniques du service bien que celles-ci, comme on l'a vu ci-dessus, n'aient pas disposé en 1976 de leurs effectifs complets ni de leurs installations définitives.

Diffusion

Ces produits, de même que ceux qui avaient été réalisés au cours des années précédentes, ont été largement diffusés soit dans les locaux du Centre soit dans des locaux extérieurs à la demande de leurs dirigeants (Galerie de la Défense, Théâtre d'Orsay, MJC de Pau, Vidéocinétroc, Centre d'animation du Nord, Vidcom, Fiac, Unesco, Sigma 12, etc).

Ces diffusions à caractère ponctuel ont eu pour effet de tester le bon fonctionnement des mécanismes de distribution et de faire mieux connaître les activités du Service. A ces projections "officielles" il convient d'ajouter les projections

organisées tout au long de l'année pour des utilisateurs et des visiteurs (personnalités, journalistes, acheteurs, etc).

Prêt et assistance technique

Le service audio-visuel a également fonctionné comme un service d'assistance technique non seulement au bénéfice des départements et services du Centre mais encore auprès d'autres services publics ou de certains artistes.

Cette assistance a joué en matière de prêts de matériel, d'installations et de maintenance d'équipement, mais aussi en mettant ses installations et en particulier le labo-vidéo à la disposition des personnes ou de groupes.

Le labo vidéo a en effet été créé dans un but d'assistance à la création par les moyens vidéo. Cette assistance orientée plus directement vers les artistes plasticiens est apportée aussi aux groupes d'expression travaillant dans des secteurs d'intérêt commun à ceux du Centre. De façon générale, les bénéficiaires sont appuyés par l'un ou l'autre des départements du Centre.

Enfin le Centre a participé à l'animation d'un atelier d'initiation au montage audio-visuel dans le cadre de Sigma 12 à Bordeaux du 15 au 20 novembre 1976.

5 Techniques avancées d'information et de communication

Le service des techniques avancées d'information et de communication s'est consacré en 1976 à deux types d'activités :

Le traitement de l'information bibliographique

L'année 1976 a été consacrée à la mise en place du système de catalogage destiné à assurer l'automatisation de la gestion du fonds de livres de la B.P.I. Les études menées depuis 1973 ont permis de définir le format de catalogue satisfaisant le plus aux besoins exprimés par la B.P.I. Il s'agit du format BIKAS 2 conçu par Siemens.

La structure du système actuel s'articule autour de trois éléments :

- en entrée, l'acquisition des informations,
- le traitement automatique des catalogues,
- en sortie, l'édition.

Ces trois éléments peuvent être utilisés de façon autonome ou en bloc.

Activités tournées vers le public : L'interaction homme-machines

Ce secteur d'activité regroupe plusieurs types d'application faisant appel à des techniques variées, informatique, électronique, audio-visuel, édition, etc...

Les principales directions d'intervention sont

La création artistique

Le but de cette activité est de faire connaître au grand public, aux spécialistes et aux créateurs les œuvres réalisées avec l'aide de l'ordinateur.

La recherche sur les textes

Deux manifestations ont été préparées en 1976 et figurent dans le calendrier pour l'année 1977 :

- une démonstration Oulipo concernant la génération par le public de l'un des cent mille milliards de poèmes de Raymond Queneau ;
- création de textes romanesques en fonction des choix sémantiques de l'utilisateur.

A plus long terme, l'objectif poursuivi est de fournir aux non-techniciens des outils permettant l'analyse et la création automatiques de textes.

L'animation

Cette activité originale a comme principal objectif de mettre à la disposition du public (adultes et enfants) des terminaux destinés à l'enseignement programmé et aux jeux éducatifs.

Des jeux ont été développés et seront mis en exploitation dès l'ouverture du Centre.

Il s'agit du "Jeu de L" et du "Jeu de la Vie" (de Conway).

Chaque mois une nouvelle application viendra s'ajouter aux précédentes.

L'animation utilise pour l'instant les mêmes équipements que la création artistique et la recherche textuelle.

6 Service de coordination des manifestations et de la gestion des espaces communs

Le Service de Coordination des Manifestations et de la Gestion des espaces communs c'est-à-dire : espace, au 5^e niveau, des grandes manifestations temporaires, Forum, Petite et Grandes Salles, Place, environnement), est chargé de coordonner l'application des décisions prises en ce domaine par le Conseil de Direction.

Il lui revient en particulier :

- d'établir périodiquement le calendrier et le programme des manifestations du Centre ;
- d'étudier et de réaliser l'animation des espaces communs dont la responsabilité incombe au Président ;
- de gérer les espaces communs.

Organisation des structures du service

Le second semestre 1976 a été consacré à la définition et à la mise en place des structures administratives, financières et techniques du service.

Une administration des espaces communs a été créée, comportant les cellules suivantes : régie technique, accueil et surveillance, billetterie. Le recrutement correspondant a été assuré.

Parallèlement a été menée la prise en charge progressive des espaces communs et des espaces de travail propres au service.

Manifestations organisées en 1976

Pour contribuer à assurer la "préfiguration" du futur Centre, le service de Coordination a organisé plusieurs manifestations, soit au Centre Culturel du Marais (rue des Francs-Bourgeois), soit dans le hall d'information. Ces manifestations ont concerné

principalement la littérature et le théâtre.

Deux ensembles de manifestations ont été présentés rue des Francs-Bourgeois. Le premier, au mois de janvier, était centré autour de Jacques Prévert et de ses amis ; le second, en février, était consacré au peintre et écrivain Serge Rezvani.

Dans le hall d'information, en liaison avec le service des Relations Extérieures, le service de Coordination a organisé périodiquement des petites expositions et des soirées.

Enfin, il a participé à différentes manifestations à l'étranger et en province (Etats-Unis, Bruxelles, Stockholm, Tours, Avignon).

Préparation de l'année inaugurale

Le service de Coordination a mis au point en 1976 le programme général des manifestations prévues pour l'année inaugurale.

Il s'est attaché au développement de thèmes interdisciplinaires de productions, tels que "Paris-New-York" et "La Ville et l'Enfant".

Il a fixé les grandes lignes du programme du Centre en matière de théâtre, de littérature et de philosophie. Il a collaboré pour cela avec des théâtres de banlieue ou de province (Théâtre Ouvert, Théâtre National de Strasbourg, Théâtre des quartiers d'Ivry). Pour l'inauguration, il a demandé des textes originaux à Ionesco et F. Ponge. Il a organisé, souvent en collaboration avec d'autres services, des manifestations révélant des archives littéraires du XX^e siècle (Jarry, Apollinaire...) ou donnant des regards d'écrivains sur la peinture (Ponge, Apollinaire). Il a suscité à l'intérieur du Centre, une "revue parlée" avec ses trois rubriques : Littérature, Aujourd'hui la Philosophie, Civilisation et Société.

Le Service a contribué à préparer ou a préparé directement, sur le plan administratif et technique, la réalisation, le fonctionnement et la maintenance des manifestations destinées aux espaces communs : Une Bibliothèque aujourd'hui, M. Duchamp ; Archéologie de la Ville ; Diatope de Xénakis.

Pour ce qui regarde les spectacles et concerts, le service a négocié les locations à "Passage du XX^e siècle" et les contrats avec les compagnies théâtrales, les auteurs, les comédiens.

Il a enfin recensé les facultés d'accueil des espaces communs et recueilli les principales perspectives du calendrier 1978 : Malevitch, Le Monde des Gares, Michaux, Moscou-Berlin-Paris. Il s'est en outre occupé d'une liaison technique avec la Cinémathèque Française.

Conclusion : un centre national

Dès 1976, alors même qu'il n'était pas encore ouvert, le Centre s'est préoccupé d'élargir son champ d'action et de mettre les puissants moyens qui sont les siens à la disposition de la province.

Cette politique est à double sens : il s'agit de faire profiter l'ensemble des régions des activités du Centre ; mais il faut aussi et surtout que le Centre favorise la création et la vie culturelle provinciale.

Sur le premier point, il a été mis en œuvre un grand nombre d'actions. Le service des Relations Extérieures a provoqué des articles dans la presse

régionale et d'entreprise. Il a organisé des expositions et conférences qui ont informé le public des activités du Centre. En même temps, les différents départements ont fait bénéficier la province de leurs activités : le Musée a fait circuler dans l'année 31 expositions dans plus de 140 lieux ; le CCI a fait de même et a touché un public très divers (M.J.C., Comités d'Entreprises, des Musées). L'IRCAM a également décentralisé ses activités à Grenoble, Roubaix, Metz.

En même temps, le Centre a développé une politique visant à favoriser la création en province. Pour cela, il est d'abord un prestataire de services, grâce aux moyens techniques (informatique, audio-visuel), dont il dispose. Mais surtout, il s'agit pour lui de permettre à la création régionale de s'exprimer. Le Musée édite chaque trimestre un index de toutes les expositions qui se sont déroulées en province. Il projette également d'accueillir des expositions réalisées hors de Paris. De la même manière, le Centre accueille des auteurs (Rezvani), des troupes théâtrales (Jeune Théâtre de Strasbourg) venus de province.

Cette politique, qui est destinée à être accentuée, donne sa vraie dimension à l'activité du Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou.

Quatrième partie : La gestion du centre en 1976 :

Les services communs exercent un certain nombre d'activités liées à la vocation culturelle du Centre et décrites dans la partie précédente.

Ils ont également pour mission d'assurer la gestion administrative et financière de l'établissement public. Cette gestion incombe aux cellules qui suivent.

1 Service de Programmation et Gestion Budgétaire

Celui-ci a trois missions principales :

- en matière d'*organisation*, il doit effectuer les études relatives à l'organisation générale ou détaillée des services, mettre en place les systèmes de gestion et d'information et veiller à leur bon fonctionnement ; il a également la charge d'effectuer tous rapports et études sur les problèmes touchant à l'organisation, la gestion ou l'économie du Centre ;
- en matière de *programmation et de contrôle de gestion*, il coordonne la planification à moyen terme et la programmation annuelle des activités du Centre sur le plan des moyens et sur le plan financier (effectifs, équipement) ; il établit les prévisions budgétaires et propose la répartition des crédits et des effectifs ; il contrôle la gestion du budget ; il présente des tableaux de bord sur la réalisation des programmes.
- Il assure enfin la *gestion budgétaire* de l'établissement public.

Les activités du service en 1976 dans ces trois domaines ont été importantes.

Les principaux travaux touchant à l'*organisation* concernent :

- la mise en place de la gestion budgétaire de la comptabilité et de la paye sur informatique ;
- l'organisation du service du personnel, de la gestion des matériels, du service audio-visuel et du service chargé des espaces communs ;
- l'étude des problèmes liés à l'ouverture au public.

En matière de *programmation et de contrôle de gestion*, le service a poursuivi ses tâches de préparation des budgets, de programmation du personnel, d'analyse de la gestion des services et de production de tableaux de bord.

En ce qui concerne la *gestion budgétaire*, le volume du travail a augmenté en fonction de l'accroissement de l'activité du Centre. Ainsi, le nombre de propositions de dépenses est passé à 7.600 en 1976, augmentant de 90 % par rapport à l'année précédente ; de même, le nombre de factures traitées a augmenté de 80 % (8.000 en 1976). L'augmentation de la charge de travail a pu être supportée grâce notamment à la mise en place d'un système automatisé de gestion budgétaire.

Le budget de fonctionnement est passé de 49.060.000 F en 1975 à 113.460.000 F, soit une augmentation de 131 %.

Le budget d'équipement a atteint en 1976 : 361.458.122 F, soit 59 % de plus que l'année précédente.

Enfin, le service a fait face à la plus grande complexité des affaires à traiter due à l'intégration dans le Centre de nouveaux types d'activités et à la multiplication des opérations qui mettent en jeu simultanément plusieurs services.

2 Service du personnel

Le 26 mars 1976, le statut du personnel du Centre a été approuvé par les autorités de tutelle (Secrétaire d'Etat à la Culture, Ministre de l'Economie et des Finances, Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique).

Ont également été préparés, afin d'être promulgués dès l'ouverture du Centre, le Règlement intérieur et le statut de la Commission Consultative Paritaire.

Les effectifs

De janvier à décembre 1976, les effectifs du Centre sont passés de 377 à 565 personnes. A ces 188 recrutements s'ajoutent 29 remplacements de postes devenus vacants (soit un "turn-over" de 5 % seulement).

En outre, en décembre 1976, 162 recrutements ont été préparés, devant prendre effet le 1^{er} janvier 1977, pour faire face au service du public et aux activités du Centre — en particulier l'accueil et la sécurité.

En conséquence, lors de l'ouverture du Centre au Public, les effectifs devaient être de 701 personnes, dont 35 pour l'IRCAM, gérés de façon autonome à partir de janvier 1977 (le personnel de la B.P.I. n'étant pas compris dans ces chiffres).

Le personnel comprend 45 % d'hommes et 55 % de femmes. La moyenne d'âge est de 37 ans pour ceux-ci et de 34 ans pour celles-là.

Autres activités

Le service du personnel a géré, pendant l'année, 339 vacataires. Il a traité 440 dossiers de mission (297 pour la France, 193 pour l'étranger), en augmentation sensible sur l'année précédente (360).

Surtout, le service assure une importante mission de *formation professionnelle*. La cellule qui en est chargée a poursuivi en 1976 cinq objectifs :

- formation des agents d'accueil et de surveillance, des caissières et des agents de caisse ;
- la mise au point avec le service de sécurité, des enseignements programmés (surveillance, issues de secours, sécurité, incendie, secourisme) ;
- formation interne pour les agents du Centre en langues et arts plastiques ;
- formation technique pour les agents du Centre avec des organismes extérieurs (comptabilité, techniques de documentation, électronique, secrétariat, etc...) ;
- formations spécifiques sur les problèmes de relations humaines et de gestion des horaires pour les agents

d'encadrement des différentes équipes d'accueil et de surveillance.

3 Service Informatique

Cette année se caractérise par la mise en exploitation des principales applications traitées et par le début d'utilisation du matériel propre au Centre. Les services offerts couvrent tous les départements du Centre, les organismes associés et les services communs eux-mêmes.

En septembre 1976 a eu lieu la réception, sur une plate-forme louée à la C.I.I.-Honeywell-Bull à Louveciennes, de l'ordinateur commandé en décembre 1975 – ceci en attendant que le service dispose de ses locaux spécialisés dans le Centre Pompidou. L'installation programmée initialement au début décembre 1976 a dû être repoussée à la fin février 1977.

Les principales applications ont été les suivantes :

Gestion budgétaire et gestion du personnel

L'exploitation du système mis en place en 1975 a été poursuivie. L'application a été reconvertie en vue de son utilisation sur le matériel du Centre. Ceci a nécessité l'étude et la réalisation d'un système de gestion de base (Harpagon) et la réécriture des programmes d'application. Le traitement de la gestion de l'IRCAM en 1977 est programmé sur le même système.

Gestion des fichiers d'adresses

Le nouveau système de traitement des fichiers d'adresses a été mis en exploitation. Le fonds s'est accru jusqu'à atteindre 24.000 adresses à la fin de l'année.

Catalogage de la B.P.I.

Les catalogues de la B.P.I., comportant 350.000 titres, ont pu être fabriqués et édités en vue de l'ouverture du Centre au public.

Système d'Information sur les Produits du C.C.I.

Le système informatique a été définitivement mis au point et exploité. Une première démonstration est effectuée à la foire de Nancy en juin 1976 avec deux terminaux et un récepteur d'écran reliés par ligne téléphonique à un ordinateur C.I.I. 7730 à Louveciennes. Ensuite des démonstrations ont eu lieu deux fois par semaine, à la demande du C.C.I., sur un terminal installé dans les locaux informatiques et relié au même ordinateur à Louveciennes.

Traitement de la documentation du C.C.I.

Il s'agit d'un système de recherche documentaire sur fonds spécialisé, pour lequel les premières études ont été menées.

4 L'Agence Comptable

Le nombre des opérations effectuées au cours de 1976 a également augmenté pour ce secteur, en fonction de l'accroissement du volume d'activité du Centre.

La comptabilité du Centre Georges Pompidou présente trois caractères originaux par rapport à la réglementation des établissements publics de l'état et au règlement général sur la comptabilité publique.

1) Tenue d'une comptabilité détaillée des autorisations de programme, des crédits de paiement, de leur affectation et des engagements définitifs pour toutes les opérations d'acquisition de terrains, de construction et d'équipement du Centre.

2) Consultations fréquentes des responsables d'opérations quant à la forme des actes ou des justifications à produire et, d'une manière générale, vérification des pièces avant mandatement.

3) Utilisation importante des comptes de tiers, avances au personnel, comptes d'attente et à régulariser.

Grâce aux relations entretenues avec les autres services et départements du Centre, l'Agence Comptable a pu assurer des règlements relativement rapides, malgré la diversité de ces services, l'éloignement de certains d'entre eux et les particularités des opérations effectuées par le service Edition-Diffusion.

En ce qui concerne les reliquats figurant à des comptes de tiers, leur apurement est poursuivi avec vigueur.

En plus de ces opérations, un certain nombre d'activités viennent confirmer la nature particulière des rapports de l'Agence Comptable avec la direction de l'Etablissement :

- participation de l'Agence Comptable à la mise en place des moyens en matériel et en personnel pour la perception des droits d'entrée dans le Centre ;
- équipement du service en vue d'automatiser la comptabilité des engagements, le mandatement, la paye de certaines catégories du personnel, l'établissement des titres de recettes et les moyens de règlement.

Annexe :
bilan consolidé du centre
en 1976

Résultats du budget pour 1976
(fonctionnement)
 Situation provisoire au 3.2.77

Activités	Effectifs (Nombre)	Coût en personnel	Autres charges	Total
SERVICES COMMUNS				
– Présidence	8	0,60	1,83	2,43
– Relations Extérieures	35	1,90	3,84	5,74
– Coordination et gestion des espaces communs	17	0,90	3,00	3,90
– Secrétariat Général	21	1,20	4,61	5,81
– Programmation et gestion budgétaire	9	0,50	0,17	0,67
– Services administratifs	55	2,80	9,73	12,53
– Informatique	15	1,05	3,91	4,96
– Audiovisuel	32	1,70	2,35	4,05
– Bâtiment et Sécurité	75	4,41	7,47	11,88
– Aménagement et Construction	5	0,70	2,23	2,93
– Amortissements			0,25	0,25
Total services communs	272	15,76	39,39	55,15
M.N.A.M.	144	8,00	17,62	25,62
C.C.I.	76	4,30	8,87	13,17
IRCAM	38	2,20	2,54	4,74
B.P.I. (hors budget)				
– manifestations 1977			1,29	1,29
Total départements	258	14,50	30,32	44,82
Total brut	530	30,26	69,71	99,97
Total net (moins opérations internes et virements en 2 ^e section)	530	30,26	60,15	90,41
Edition-diffusion	10	0,87	3,26	4,13
Total général consolidé	540	31,13	63,41	94,54



Centre national d'art et de culture Georges Pompidou
75191 Paris Cedex 04

Photographies :
Jean-Philippe Reverdot - Béatrice Hatala - E. Kossakowski - Hervé Gloaguen/Viva.
Maquette : sur une idée de H.-J. Hunziker
Réalisation : EMREC SA - 622.36.20